# Cournal d'opinion landais Indépendant

NOULOUS

GRATUIT





d'électoralement improductif. Et puis qu'avons-nous à proposer ? Pas un programme, certes.

Tout au plus un dialogue, une possibilité, un rêve... c'est à dire tout. L'idée qu'un autre imaginaire collectif est possible puisque celui que nous propose le capitalisme aujourd'hui ne l'est plus.

On nous a dit « There Is No Alternative », c'est impossible: voilà la preuve que ça l'est. Tous les avenirs, tous les lendemains depuis l'histoire de l'humanité sont impossibles. Aujourd'hui la lutte des classes elle-même s'est transformée; ce n'est plus le travail qui combat le capital, mais c'est l'activité dite « alternative » qui combat le travail, fondement du capitalisme.

> Il est à prévoir qu'en leur for intérieur, une maiorité d'humains et de Français pensent ainsi.

> Mais le jeu démocratique permet encore à une minorité de

citoyens, ceux qui votent, et ceux qui s'abstiennent. Le point commun de tous les combats que nous avons engagés (et tous gagnés jusqu'à présent) est qu'ils sont imposés pour des raisons économiques immédiates et d'intérêt particulier par une toute petite minorité de personnes, à la majorité des populations qui les refusent pour des raisons éthiques et

d'intérêt général à long

Si nous sommes les coachs, ceux par qui l'équipe peut naître, jouer ensemble, avoir une stratégie cohérente le temps d'un match ou d'une saison, vous êtes les acteurs, les ioueurs.

Nous vous invitons à venir partager vos émotions, vos craintes, vos avis, à venir dire un mot, écrire un mot, signer, témoigner, chanter, danser, juste regarder, être là, ensemble, qu'il pleuve ou qu'il vente.

Ces combats sont un début, le début d'une autre histoire.



# Éditoria

Merci pour vos retours et l'accueil que vous avez réservé à Landemains. C'est ce que nous serions tentés de dire spontanément. Et pourtant, nous aimerions donc ne pas vous remercier. Nous aimerions plutôt partager ensemble des convictions, des énergies, des idées. Remercie-t-on quelqu'un pour avoir une idée ? Non, on la discute, on la confronte, on l'améliore, on l'adopte, on la met en pratique. Elle appartient à tout le monde parce qu'elle naît de tout le monde, de circonstances. Cette idée, des milliers de gens l'ont eue en même temps.

Beaucoup d'entre vous nous ont encouragés, et aussi remerciés. Cela nous touche bien sûr, parce qu'il y a en chacun un peu de cette faiblesse qui consent à accepter sa part de reconnaissance, ne serait-ce que pour le travail accompli. Nous avons de la satisfaction, de la fierté, certes; mais comme possibilité d'entrevoir ensemble un autre avenir pour notre territoire que celui que nous promettent les politiques actuelles au service d'un impératif économique dicté par le capitalisme aveugle d'aujourd'hui. Alors, bien réfléchi, ne nous remerciez pas: Participez! Contribuez à votre mesure, selon vos possibilités, votre disponibilité. Nous voulons construire avec vous une force et rétablir une vérité perceptible par tous pour que de vrais dialogues soient enfin possibles.

Les dons suite au premier numéro s'élèvent à 2000 euros environ. De quoi donc fabriquer ce numéro 2 et envisager l'avenir avec optimisme. Ce serait une victoire pour tous de pérenniser le modèle économique d'un journal basé sur le don et le bénévolat total. Continuez de nous soutenir, nous tâcherons d'être à la hauteur de vos attentes.

Une interrogation revient cependant, parfois comme un reproche, peut-être comme une gêne. Qui écrit ces articles, pourquoi ne sont-ils pas signés ? Nous répondons par une autre question: Plutôt que de savoir qui écrit ces articles, le problème ne résiderait-il pas dans le fait-même de se demander qui les écrit ? Qu'est-ce qui nous pousse dans cette réflexion? Ce que dit un article, ce que dit un journal, ce que dit une idée n'est-il pas le plus important et ne suffit-il pas à renseigner le lecteur sur qui le dit et pourquoi ?

On nous a éduqué dans la certitude que pour tout crime il y avait un mobile immédiat; et dans le cas de ce journal, on n'en trouve pas. N'est-ce pas aussi cela qui chiffonne? Et donc s'il n'y a pas de mobile, d'intérêt économique, politique, peut-être ne serait-ce donc pas un crime? Et si le fait de ne pas signer directement les articles émanant de personnes du collectif était justement une façon d'échapper à tout mobile, à tout rapport d'intérêt pour ne livrer qu'une pensée claire et libre.

Les mauvaises habitudes locales, la pression médiatique quotidienne, la manipulation sournoise à l'œuvre, faussent notre perception de ce que peuvent dire et penser les citoyens, et publier les journaux indépendants. C'est cette nouvelle liberté de ton et d'actes que nous voulons trouver pour tous, liberté confisquée par ce que certains philosophes et penseurs reconnaissent comme la dictature d'un micro-fascisme, fascisme micrologique qui banalise l'auto-censure comme conséquence de la surveillance et du contrôle civique et moral de chacun sur chacun.

Aussi incongru et inattendu que ça puisse paraître, parler est aujourd'hui quelque chose de risqué. Alors c'est aussi dans un souci de préserver la liberté de parole des uns et des autres que le collectif endosse la responsabilité de la plupart des articles et ne signe que les contributions de ceux qui le souhaitent, et qui sont extérieurs au collectif.

Dans le monde étrange que nous vivons, l'acte le plus anodin prend parfois des allures de courage, c'est la définition-même de la résistance.

Les personnes qui ont distribué le journal papier comprennent qu'il y va de la liberté d'expression, et qu'il n'est pas besoin d'adhérer à tout ce qui est écrit dans ce journal pour participer à faire connaître un point de vue différent dans un paysage médiatique où règne le monopole. Même pour un acte gratuit, nous avons tous et tout à gagner. Et juste quelques illusions à perdre.

Rassurez-vous, on peut toujours exprimer librement ses idées, faire son théâtre, même sans le consentement, l'autorisation, le label, la légitimité, de telle ou telle collectivité, organisation, diplôme ou marque de la société du spectacle. Il n'y a pas de « milieux autorisés ». On peux tout se permettre. C'est plus que jamais recommandé. Malgré les inquiétudes de certains, nous n'avons été poursuivis par personne. Astérix ne nous a réclamé aucun droit, Jules César non plus. Tout va bien.



Chèque adressé à : Association nouTous, 10 Avenue de l'Océan, 40660 Messanges En ligne sur : www.nouTous.fr

	L	
Halhèr / Incendie		4
Alors, VOUS, les écolos		5
Plumalhon		5
Ils sont contre tout!		6
Nos champs en voient de toutes les couleurs		7
Lac d'Hossegor - Quand l'élégance océane ne tolère pas		8
Affaire LINKY - Nos élus sont au courant!		10
Les GROZOZIOS bientôt cuits-cuits?		11
Landemains Investigations		12
GROZOZIO : la fin de l'histoire ?		13
L'intérêt général & moi		14
Un silence et un mensonge Sur l'histoire de la forêt landaise		16

	7
Guerre du saumoduc, un combat gagné	 17
Alerte citoyens! Le CETA, plus dangereux que le TAFTA	 18
TAFTA - Où en est-on dans les Landes ?	 20
De la réforme territoriale au TAFTA	 20
Point Repos	 21
MONOPOLY - Conditions générales de la dictature financière	 22
Le moment de vérité / Golf de Tosse - L'histoire sans fin?	 25
La technique de l'entonnoir ou du gavage des oies blanches	 26
Bandes de vieux et jeunes cons - De la démocratie à l'idiocratie	 28
Qui surveille qui ?	 29
Nuits debout Mont de Marsan / Kibam	 30
J'agis avec nouTous	 31



Aqueth ser de deceme, que hèi sococ d'estiu. Lo brau que peteja d'eslamas. E dab aquò, ua lua atau poparda com un bueu qui ahueca la torrada crepusculara. Los cassos deu plaish, pauhicats, usclan las lors darrèras huelhas ad aquera hornèra de lutz. Qu'ahonan la color dinc aus arradits, que s'arrecaptan la mestior entà pintrar las navèras primas. La saba que borirà tres mes d'aqueth arcolan esmaglat abans la shisclada au sorelh. Las huelhas que's retienen enqüèra, que s'aprèstan peu gran bal per viéner, vielhas damisèlas croishidas en tutú de seda, penudas per ua man invisibla au trapèzi d'un arrai de só.

Un sol ensai, ua sola escaduda, un sol cant deu cigne, ua valsa liura de mòrt entà auherir au monde quauquas segondas de beutat. Shens esperar nat espectator, ni uelhs, ni mans trucadas, sonque un bohet de vent pro aimader e pro dançaire tà capihonar dens l'eternitat. Balhar tot, pas nat camin qu'aqueth.

Qu'èi arrapat un sovier a cada juncar, a cada mata de massòc, estacat un hiu d'aranha a cada broishòc entà m'avertir deu mendre plumalhon. Que n'èi la mapa estampada per jamei davant los uelhs, dab las crotz rojas de las hemsas traucadas peu peruc deus escarrebecs, las bluas deus ralhòts qui gahan la volada enter las camas, lo pit deus sarcelòts de seteme, deus crècs, las granas voladas de caps-rois aus maishants glaç de genèr, la pausa deus palòts, deus shiulaires, las guitadas de caps-blus.

Marcat qu'èi los palhats de vanèus sus las correjas de tèrra aus aigats de noveme, ua vergueta blanca taus flòis e taus còrlis, qu'enteni enqüèra lo lor rambalh clacassèr com dens ua hèira.

Qu'èi sagetat lo passatge deus tords, deus chachàs, deus shiulants, per vent de bisa, per ventòla de mar, per bruma leugèra d'octobre, per vent de castanha, per rebóc, per temps de nèu.

Dètz ectaras atau granas com un univèrs a l'escala d'un dessenh mainadèr. Totas aqueras dretas que semblan un flòc ligat a l'interseccion deu güèit qu'an hèit i a pausa dab lo pair, au ras de la lhevada qui mia au Termi.

En puntejat las alaudas, las casèras e las qui passejan au hons de las nublas e qui non veden pas jamei.

Com un geomètre, qu'èi quadrilhat tots los carrèus de las cantèras e de las arrolhas entà que n'i cadossis pas cap e tot. Que m'i soi trempat dinc aus òs. Chupat qu'èi de com cau.

Avisa't au dolh qui èi mercat d'un punt negue, qu'i damoran tostemps piauquinas, quitament a la calor d'estiu.

Los boms, los bernats-pescaires, los bernats-blancs, las cigonhas qui hèn trucar lo peruc com dançairas andalosas, que son dessenhadas d'ua chanca roja.

E las corbas, las viroletas, be son los ahoalhs de gastornèths qui ennegueishen lo cèu en ua bronsida escura e regulara, estorbilhs funèbres de plumas negas plan lissadas e qui luseishen totun d'imperceptiblas plapas d'aur, de vriolet e d'esmerauda, coret arrapat au màntol shètre de l'ivèrn.

Las pinchas bluas com alas, be son las palomas, plan solide. Que suslinhan lo caminau deus plaishs, e de còps qu'adaigan tota la barta com ua mareja d'equinòcci.

Peus auserons, los petitons, recochics e tota la còla deus perpitaires, los qui arrevisclan lo saliguèr de milèrs de candelas, qui hèn de cada jorn ua esperlitada, que't deishi har, que soi dejà tròp aclapat de meravilhas.

E aquera mapa secreta, que't la balhi. Aqueth tresaur que t'u daishi atau, dens un parçan deu mon cervèth.

Qu'i pòs viéner cuélher quan volhis, cants d'ausèths e miralhs de becadas, que sufeish d'un chic de silenci e dus uelhs pitats a la clichèra d'ua cabana entà deishudar l'ombra clara de milèrs d'alas, de huecs e de colors e l'esmavuda tostemps vitèca de tant d'annadas de pòts tremolants.

## 

Ce soir de décembre, il fait un coucher de soleil d'été. Le brau crépite de flammes. Et avec ça, une lune grosse comme un bœuf qui enflamme la gelée crépusculaire. Les chênes de la haie, statufiés, grillent leurs dernières feuilles à cette fournaise de lumière. Ils avalent la couleur jusqu'aux racines, ils emmagasinent la matière pour peindre de nouveaux printemps. La sève bouillonnera trois mois de cet arc-en-ciel désarticulé avant qu'elle ne jaillisse au soleil. Les feuilles se retiennent encore, elles se préparent pour le grand bal à venir, vieilles demoiselles courbées en tutu de soie, pendues par une main invisible au trapèze d'un rayon de soleil.

Un seul essai, une seule réussite, un seul chant du cygne, une valse libre de mort pour offrir au monde quelques secondes de beauté. Sans attendre nul spectateur, ni yeux, ni battements de mains, juste un souffle de vent assez aimable et danseur pour culbuter dans l'éternité. Tout donner, aucun autre chemin.

J'ai accroché un souvenir à chaque jonc, à chaque touffe de carex, attaché un fil d'araignée à chaque buisson pour m'avertir du moindre duvet. J'en ai la carte imprimée à jamais devant les yeux, avec les croix rouges des bouses trouées par le bec des bécassines, les bleues des bécassines sourdes qui s'envolent entre les jambes, l'endroit des sarcelles de septembre, des sarcelles d'été, les grandes volées de têtes rouges par les mauvaises gelées de janvier, la pose des souchets, des siffleurs, les volées de colverts.

J'ai marqué les tapis de vanneaux sur les bandes de terre aux inondations de novembre, une virgule blanche pour les pluviers et les courlis, j'entends encore leur vacarme comme dans une foire.

J'ai fléché le passage des musiciennes, des litornes, des mauvis, par vent du nord, par tempête d'ouest, par brume légère d'octobre, par fœhn, par rebouc, par temps de neige.

Dix hectares aussi grands qu'un univers à l'échelle d'un dessin d'enfant. Toutes ces droites forment un bouquet lié à l'intersection de l'affût qu'on a fait il y a longtemps avec mon père, près de la levée qui mène au Termi.

En pointillés les alouettes, celles qui restent et celles qui passent aux nuages et que l'on ne voit jamais. Tel un géomètre, j'ai quadrillé tous les carreaux des levées et des rigoles pour que tu n'y tombes pas tout entier. Je m'y suis trempé jusqu'aux os, bien comme il faut.

Méfie-toi de la mare qui est marquée d'un point noir, il y a toujours des chevaliers, même par les chaleurs d'été.

Les butors, les hérons, les aigrettes, les cigognes qui font claquer leur bec comme des danseuses andalouses sont dessinées d'une échasse rouge. Et les courbes, les volutes, ce sont les nuées d'étourneaux qui obscurcissent le ciel dans un bruissement obscur et régulier, tourbillon funèbre de plumes noires bien lissées et qui brillent cependant d'imperceptibles tâches d'or, de violet et d'émeraude, collier arraché au maigre manteau de l'hiver.

Les marques bleues en forme d'aile, ce sont les palombes, bien sûr. Elles soulignent la voie sacrée des haies, et parfois inondent toute la barthe comme une marée d'équinoxe.

Pour les passereaux, les petits, roitelets et toute la bande des palpiteurs, ceux qui redonnent vie aux saules de milliers de chandelles, qui font de chaque jour un feu d'artifice, je te laisse faire, je suis déjà trop submergé de merveilles.

Et cette carte secrète, je te la donne. Ce trésor, je te le laisse ainsi, dans un coin de mon cerveau.

Tu peux venir y prendre quand tu veux des chants d'oiseaux, des miroirs de bécasses, il suffit d'un peu de silence et deux yeux collés à la meurtrière d'une cabane pour réveiller l'ombre claire de milliers d'ailes, de feux et de couleurs, et l'émotion toujours vive de tant d'années de lèvres tremblantes.

## Alors, VOUS, les écolos

Qu'es atau. La plupart des militants environnementaux, des « fascistes verts », comme les ont qualifiés les promoteurs du projet « golf de Tosse », sont d'anciens chasseurs-cueilleurs. Qu'on le veuille ou non, l'histoire de l'humanité indique que nos sentiments, nos émotions, notre rapport à la nature, s'inscrivent dans une relation charnelle. Aujourd'hui encore, il faut bien constater que les chasseurs, les pêcheurs, les paysans, sont parmi les meilleurs connaisseurs de la nature, et que la disparition de la société rurale a englouti avec elle un savoir millénaire, une relation intime à la nature qui constitua depuis les origines le patrimoine essentiel de notre humanité. L'UNESCO s'est réveillée trop tard.

Cela n'empêche pas de réfléchir, d'évoluer, d'adapter notre approche de la relation au monde d'aujourd'hui. Quelle que soit la nature de cette relation, le nouvel imaginaire qui se dessine, souvenons-nous qu'il y a au fond toujours l'amour, un amour pour la nature partagé par tous, un amour charnel.

Les chasseurs changent; ils sont aujourd'hui les premiers gestionnaires de la faune et de la nature et travaillent à la préservation et à la protection des espèces.

La petite histoire raconte que ce sont les chasseurs d'Azur (entre autres) qui ont convaincu le maire de la commune de renoncer à implanter le projet de Golf Resort sur sa commune. A l'époque, sans bruit, le maire avait donc réuni ses administrés pour qu'ils se prononcent sur cette opportunité et avait suivi leurs avis. Eh oui, c'est possible! Ce qui lui valut les remontrances acerbes des promoteurs du golf de luxe.

L'histoire retiendra que les chasseurs d'Azur ont protégé leur environnement, notre patrimoine naturel à tous, contre le bétonnage et les intérêts privés.

Merci les chasseurs!

Alors, vous, les écolos !

## PLUMALHON

L'histoire de la grippe aviaire landaise peut se résumer très simplement. Il est plus que probable, bien que jamais les pouvoirs publics ne puissent (et veuillent) le reconnaître, que les conditions sanitaires des élevages industriels du sud-ouest sont responsables des foyers de grippe aviaire. Dès lors que la menace est avérée, la machine technocratique se met en marche. On sécurise, on abat, on crée de nouveaux réglements, qui tendent non pas à raisonner l'élevage industriel mais au contraire à l'encadrer, à le règlementer et par là-même à l'officialiser, à le soutenir, à le promouvoir.

En créant des contraintes supplémentaires pour tous, en obligeant les petites exploitations à des investissements supplémentaires, on privilégie de fait ce qui est la cause du désastre, les bandes de 3000 ou 5000 bêtes et on condamne à la disparition les élevages artisanaux.

Mais ce raisonnement absurde n'est pas toujours le fruit d'une volonté

directe des pouvoirs publics. Pour la majeure partie d'entre eux, il est possible que les acteurs de cette farce regrettent cet état de fait mais la logique bureaucratique qui les gouverne crée une absurdité dont ils ne peuvent s'affranchir.

David Graeber dans son livre « Bureaucratie » explique comment « les bureaucraties sont moins des formes de stupidité en elles-mêmes que des moyens d'organiser la stupidité - de régir des relations extrêmement inégalitaires, dont l'existence s'explique par celle de la violence structurelle. »

Du constat évident des risques sanitaires (et éthiques) que font courir les élevages industriels, on en vient à armer une répression contre les possesseurs de poulaillers qui sont sommés sur le champ de confiner leurs quatre poules dans leur salle à manger. « On peut voir ici avec précision comment le pouvoir bureaucratique, au moment où il recourt à la violence, devient littéralement une forme de stupidité infantile. »

Il faut se rendre à l'évidence. Nous sommes comme individus intellectuellement supérieurs à des canards mulards mais collectivement plus cons que des poules.



Dans la tribune libre du numéro 164 de la revue trimestrielle de la SEPANSO, Sud-Ouest Nature, Gérard Charollois, de la Convention Vie et Nature, livre un billet cinglant intitulé :

#### Ils sont contre tout!

Un tel propos mérite d'être relevé en ce qu'il traduit l'indigence du conformisme bêlant qui débite l'imposture que voici :

"Il faut protéger la nature et conserver pour l'avenir des espèces sauvages de plantes et d'animaux. Mais, il nous faut de la croissance, du désenclavement, du développement créateur d'emplois et ici, implantons une nouvelle route, un petit rond-point, un centre commercial, une zone artisanale, un parc d'attractions, pièges à touristes, une centrale d'éoliennes, une usine à poulets, une carrière. Allons, il ne faut pas être contre tout et la nature sera mieux protégée ailleurs. Notre petit canton n'est pas une réserve d'indiens."

Voilà le discours débile et menteur de trop d'élus locaux, des chambres de commerce et d'industrie et des petits copistes qui relaient ce conditionnement. A force de devoir aller se faire protéger ailleurs, la nature se meurt et nous savons parfaitement que la logique de la croissance infinie est l'anéantissement absolu de la biodiversité. Sans le « bourrage de crâne" de trop de médias, tout contemporain constaterait qu'après 70 ans de paix en Occident et de croissance continue, l'heure est aux régressions sociales, à la remise en cause des acquis, à la flexibilité sacrificielle, à l'effort que la propagande libérale appelle "réformes", faits révélant que le Marché échoue, aussi lamentablement qu'échoua le système soviétique. Malgré d'immenses progrès techniques, malgré des gains de productivité sans précédents dans l'histoire de l'humanité, le système débouche sur une crise sociale, morale et écologique cruelle. Un petit rond-point, une route nouvelle, un parc d'attractions, une centrale éolienne, une usine à viande, un centre commercial de plus ne régleront rien pour les hommes mais représentent des agressions contre la nature. 70 ans de croissance aboutissent à une précarisation de la population et à l'annonce de plans d'austérité que suivront beaucoup d'autres. »

A notre tour, essayons de comprendre ce que recouvre ce vocable expéditif que certains pouvoirs en place assènent comme une accusation à ceux qui osent leur apporter quelque contradiction et exiger sinon un débat, du moins le respect des lois et chartes en vigueur.

« Ils sont contre tout » : Deux termes vagues sont à définir dans la maxime. Pour bien comprendre qui sont ces « ils », tâchons de définir d'abord quel est ce « tout ». Rien de plus simple: il suffit de prendre les exemples qu'offrent les « Grands Projets Inutiles et Imposés », les fameux GPI2. Pêle-mêle, un barrage pour irriguer des cultures en rupture avec les nouvelles orientations agricoles, des golfs alors que le nombre de joueurs est en baisse, des « Center Parcs nature » en lieu et place de la nature, des LGV pour désenclaver des gens qui n'ont rien demandé et permettre à Mme Darrieusecq et à Monsieur Vidalies d'être à l'heure à leurs réunions à Paris, un aéroport dont rien ne prouve la nécessité économique, des gaz de schiste dans un monde en révolution énergétique, une autoroute qui s'avère être un gouffre financier, des OGM, des pesticides qui mettent en danger l'environnement et la santé à court et long terme, des centrales nucléaires qui font peser sur l'humanité des risques de catastrophe planétaire... Plus près de nous, une vaque artificielle à deux pas de l'un des plus beaux spots du monde, un saumoduc polluant l'océan pour permettre à une entreprise de spéculer sur le marché du gaz, des centres commerciaux et des grandes surfaces alors que les commerces et centres villes se meurent, une baleine en plastique de 350 000 euros, un golf Resort pour donner aux Landes des reflets de Californie.

Pour préciser quel est ce tout, il faut donc lui ajouter un complément : tout... ce qui porte atteinte à l'environnement, à la démocratie, au bon sens, à l'éthique, à l'intérêt général, et qui répond à la seule exigence de l'intérêt particulier et aux excès d'un capitalisme outrancier.

Et qui sont dès lors ces « ils » qui s'y opposent, ces « ils » qui sont contre ? Force est de constater que dans la plupart des exemples donnés, partout où un vrai débat s'est installé, une consultation a été menée, un référendum organisé, ces « ils » représentent une grande proportion de la population quand ce n'est pas l'écrasante majorité. Pour les exemples landais, saumoduc, vague artificielle, golf Resort, c'est évidemment le cas, nous l'avons prouvé.

Voilà donc qui permet de redéfinir clairement notre petite phrase. En lieu et place du vocable « Ils sont contre tout », il faut entendre: « la population dans sa majorité est contre tous les projets qui portent atteinte à l'environnement, à la démocratie, au bon sens, à l'éthique, à l'intérêt général, mettent en danger la santé humaine, font courir des risques graves à l'humanité et qui répondent à la seule exigence de l'intérêt particulier et aux excès d'un capitalisme outrancier. »

C'est donc cela qu'un pouvoir démocratique lance comme un reproche à la face des citoyens.

Et Gérard Charollois de se lancer dans une profession de foi POUR :

- Pour une mutation de la société faisant prévaloir la redistribution sur la croissance, le qualitatif sur le quantitatif, l'hédonisme altruiste et intelligent sur le panurgisme consumériste.
- Pour une nature vivante, diversifiée, généreuse et enfin protégée autrement que par des mots creux et des discours trompeurs.
- Pour le respect des animaux.
- Pour des hommes habitant une terre viable, saine, agréable et non un enfer pollué, artificialisé, conçu pour le profit et non pour la vie.
- Pour une classe politique parlant vrai, cessant de tricher sans cesse avec les principes qu'elle énonce et que démentent les actes qu'elle accomplit.
- Pour une presse indépendante des lobbies, élevant le débat, s'adressant à l'intelligence et suscitant la réflexion des citoyens.
- Pour l'être avant l'avoir, car l'important réside dans la vie et le temps qui nous reste.

Les contre tout, conclut Gérard Charollois, ne sont pas ceux qu'on croit : Les « contre tout » sont ceux qui mènent ce monde à sa perte.

Qui sont ces « ceux » ? A n'en pas douter une petite minorité de personnes qui utilisent leur puissance pour tirer un profit personnel d'une situation économique dont ils détiennent les clefs au détriment de la grande majorité des peuples, des écosystèmes et des citoyens du monde.



# Nos champs en voient de toutes les couleurs

« Nous habitons, travaillons, parcourons la campagne.

A l'automne, suite à la récolte du maïs, nous avons suivi avec intérêt l'installation d'engrais vert; céréales, légumineuses, graminées, solutions prometteuses prenant en compte la vie naturelle du sol et la nécessité de la reconstituer. La diversité se fraierait-elle à nouveau un chemin ?

Impression positive de spectateurs de notre environnement.

C'est le printemps: tout sort de sa dormance, ça bouge! Et nous sommes inquiets, nous sentons la campagne en péril, et nous avec... Les tracteurs attelés de leurs rampes de pulvérisation entament la saison et ô surprise! Nous assistons à l'aspersion systématique de cette verdure en pleine croissance: Glyphosate, herbicide, Round Up quoi.

L'herbe vire au rouge écarlate, puis au jaune, au rouille, et finit en paillasson.

Les champs rouges, de mémoire, jamais vu ça. Notre curiosité vire à l'incompréhension et nous sommes pris d'un énorme besoin de parler, de nous exprimer sur l'incohérence évidente de détruire au désherbant une culture que l'on a soi-même semé. Il est temps de se rencontrer, de parler, d'ouvrir un débat au grand jour.

Ce n'est pas le procès des paysans: ils sont nos voisins, de la famille, nous sommes tous usagers de la même campagne, nous respirons le même air, nous buvons la même eau, parcourons les mêmes chemins. Un jardin, un bois, un chemin, un champ, un pas de porte, nous avons tous la responsabilité d'une part de cette campagne. Nous voulons aborder ce sujet ensemble, sans qu'il soit vécu comme une agression mais sans tabou, déterminés à comprendre les raisons qui conduisent à ces absurdités et à ces désastres.

Avant de mettre en place une culture, l'agriculture traditionnelle veut obtenir un sol propre d'herbe et de parasites. Mais pourquoi alors semer du couvert végétal ? N'y-a-t-il pas d'autres méthodes culturales plus respectueuses des sols et de la vie, et des agriculteurs qui les pratiquent efficacement ? »

C'est en ces termes choisis qu'un groupe de personnes, citoyens ruraux, a proposé une réflexion lors de la journée "pensée sauvage" dans le cadre magnifique du château de Bidache. Ils ne veulent pas faire de ce débat une question idéologique, les écolos contre les paysans, les bios contre les trads, mais affirment que l'agriculture est une question agronomique et environnementale avant tout.

Plusieurs prises de paroles, d'agriculteurs essentiellement, suffisent à éclairer l'affaire. Les nouvelles directives européennes tendent à promouvoir une diversification des cultures Elles pénalisent les monoculteurs maïs qui, pour bénéficier de l'intégralité de l'aide, sont tenus de semer une couverture végétale ou de pratiquer trois cultures différentes sur leur exploitation (exemple : tournesol, colza, tritical...). Les monoculteurs maïs qui ne respectent pas cette exigence perdent un quart de leur subvention. Voilà une partie de la réponse.

Mais pourquoi alors détruire chimiquement ces couvertures qui pourraient aussi apporter les bénéfices d'un engrais vert ?

L'Europe recommande une destruction mécanique par diverses techniques mais n'interdit pas la destruction chimique. Cependant la décomposition de ce couvert végétal demande la maîtrise des phénomènes de décomposition. Ce savoir-faire n'est plus partagé par la génération actuelle de maïsiculteurs. Ils choisissent la destruction chimique car elle leur paraît simple et rapide. Même si, tout compte fait, elle peut leur coûter plus de temps et d'argent.

D'une volonté louable mais mal assumée de valoriser les engrais verts et la diversification des cultures, on en arrive à l'absurdité d'acheter des semences, de les mettre en place, puis de désherber au glyphosate ces cultures qui n'ont servi strictement à rien sauf à dépenser de l'énergie et à contribuer à polluer encore les sols. L'Europe voulait promouvoir un changement de méthode agricole. L'intention est bonne mais la réalisation passe à côté de l'objectif. Or, il est possible de réunir les conditions pour réussir ce changement de méthode agricole. C'est ce que pensent la joyeuse bande de citoyens ruraux rassemblés autour des Pensées Sauvages à Bidache.

Les solutions existent du côté:

- de la réflexion agronomique avec les paysans pour une meilleure compréhension des phénomènes de décomposition,
- du rapprochement du producteur et du consommateur pour la reconnaissance de la qualité des produits.

Ils souhaitent en finir avec les ruptures et la méconnaissance qui profitent toujours aux criminels de l'agrochimie.



Voici reproduite la contribution de nouTous à l'enquête publique concernant les travaux envisagés de « désensablement du lac d'Hossegor »

« Monsieur le Commissaire Enquêteur, ,

En complément du dossier technique que nous avons produit en collaboration avec les Amis de la Terre et la SEPANSO, veuillez entendre nos observations sur le fondement et la motivation de la réflexion qui a présidé à la proposition de travaux sujette à enquête.

Tous les prétextes et besoins invoqués par le SIVOM pour justifier les présents travaux, tant scientifiques que pratiques, sont faux :

Il n'existe pas de demande de l'ensemble des ostréiculteurs pour faire passer leur barge puisqu'il est aisé de constater de visu qu'à marée basse, la barge passe sans problème et les 30 cm d'eau nécessaire y sont... Chacun peut en faire l'expérience à tout instant. Le passage du courant contre les parcs à huîtres entretient d'ailleurs naturellement ce chenal depuis toujours, les lois hydrauliques n'ayant pas changé avec les dernières élections.

Le dragage va permettre la pratique des sports nautiques : c'est faux. Il sera impossible de tirer des bords dans un chenal de 30, 40 ou 50 mètres de large. Pas plus que jamais, il ne sera possible de pratiquer la voile dans les parties sud du lac concernées par le dragage, sauf en période des 3 ou 4 heures de pleine mer, ce qui est déjà le cas. Cette perspective ne constitue en tout état de cause pas une restitution d'un quelconque état initial ou « état cible » et il n'existe nulle mémoire de cas où l'on ait pratiqué la voile ou sports nautiques en pleine eau à marée basse dans toute la partie sud du lac visée par les dragages.

Ces deux premiers points, aisément vérifiables, sont des déclarations d'intentions susceptibles de tromper le public ou les personnes non averties. Les trois points qui suivent sont des aberrations scientifiques élémentaires qui condamnent la totalité du dossier.

Le creusement d'un chenal va favoriser l'effet de chasse nécessaire à l'entretien du chenal d'entrée au port. Ce sera le contraire ! L'effet de chasse dépend uniquement du volume d'eau oscillant (la quantité d'eau qui entre et sort du lac). Or le fait de creuser un chenal (cad de remplacer des volumes de sable par des volumes d'eau) ne change rien au volume oscillant. Au contraire, le fait d'engraisser certaines plages réduit la capacité de contenance du lac et donc son volume d'eau. C'est ce qui

s'est passé lors des dragages de 92 et de l'engraissage des plages et remblaiement pour la promenade du tour du lac. Le sable extrait du milieu du lac et déposé sur les berges a réduit d'autant sa capacité de contenance, donc le volume oscillant, ayant un effet négatif sur l'effet de chasse.

Amélioration de la qualité des eaux du lac par le creusement d'un chenal! Comme nous l'avons dit, le creusement d'un chenal n'augmente pas la quantité d'eau entrante. Par contre, la mise en eau à marée basse va créer des eaux stagnantes et il y aura moins de renouvellement de l'eau du lac. Donc une prévisible dégradation de la qualité des eaux, surtout dans la perspective comme partout où stagne de l'eau de la prolifération d'algues invasive telle l'ulve qui colonise toute la partie nord du lac.

Utilisation des sables extraits pour comblement des plages de la savane : notre étude détaillée prouve, à l'appui des constatations de l'IFREMER, que les études réalisées sont des études de qualité de l'eau et non de sédiments. C'est à dire qu'alors qu'on envisage de draguer sur un mètre par endroit, on n'a fait des études que sur le premier centimètre de sédiment ! Il suffit de creuser avec une fourche pour constater que la quasi totalité du sable dont on veut engraisser les plages de la savane sont des sables noirs et des vases, pollués par des métaux lourds, HAP et TBT.

Nous avons déjà saisi les services du SIVOM et de la DREAL sur le côté aussi certain que vérifiable de toutes nos conclusions sans la moindre réponse de la part de quiconque. Il nous paraît fondamental et indispensable que des réponses claires soient données au public sur des questions pratiques et scientifiques précises engageant l'ensemble du dossier.

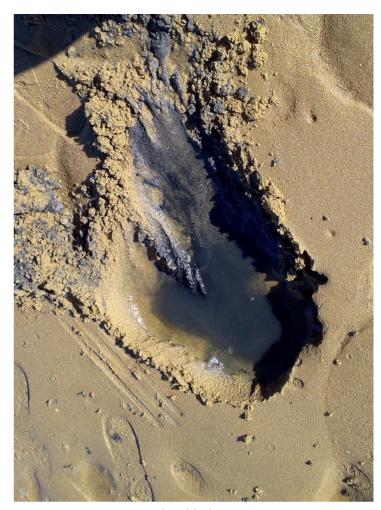
En outre, contrairement à ce qu'on voudrait faire croire, le niveau de sable dans le lac n'augmente pas dans la partie sud. Les édifices qui encerclent le lac sont autant d'échelles de mesures qui permettent d'affirmer que le niveau maximum de sable n'a pas bougé depuis leur construction dans les années 60. Les concrétions vaseuses qui émergent encore dans certaines parties en sont un autre témoin. Nous avons démontré que le modèle utilisé par Rivage ProTech et repris par IDRA était erroné. Les études montrent seulement que le sable rebouche au fur et à mesure les dragages antérieurs et qu'il a comblé tout ou partie des dragages des années 70, restituant le milieu de cette époque.

Une autre évidence est de constater que le milieu sableux reste le plus favorable à l'équilibre écologique du lac, qu'il est son milieu naturel, où depuis qu'ont cessé les agressions mécaniques, se développent à nouveau les coquillages, les mollusques, les vers et les espèces protégées comme les hippocampes et les zostères.



Zostère marine

Il n'existe donc dans les 250 pages de ce dossier aucune raison susceptible de justifier les travaux envisagés qui mettent en grand péril un des joyaux de notre environnement. En effet, les rapports et études suite aux dragages de 1992 (étude et témoignages de la SPSH notamment) concordent avec les souvenirs des riverains et usagers du lac. Les dragages, similaires à ceux proposés ici, avaient occasionné l'apparition de vases nauséabondes qui ont nui durablement aux résidents, à l'équilibre écologique du lac, ainsi qu'aux activités économiques et de baignade, la population ayant quasiment déserté les plages nauséabondes. C'est le travail naturel des marées pendant vingt ans qui a permis de rétablir cet équilibre et aux enfants et à leurs familles, princi-



Sous le sable, la vase

paux utilisateurs du lac durant tout l'été, de revenir gambader sur les plages et les bancs de sable.

Nous vous demandons donc, Monsieur le Commissaire Enquêteur, d'émettre un avis défavorable à la poursuite de ces travaux, afin de pouvoir reprendre une vraie réflexion et envisager la gestion durable du sable dans le lac d'Hossegor sur des bases scientifiques et pratiques justifiées, la gestion environnementale pour des zones classées comme c'est le cas étant la seule susceptible de déboucher selon nous sur une logique acceptable, y compris du point de vue économique, nous l'avons démontré. »

Il faut avoir suivi un dossier comme celui-ci pour constater, « espanté », comment la bureaucratie ordinaire est capable de produire 250 pages de dossiers et d'enquêtes afin de légitimer une décision politique prise à la hâte et dont l'absurdité peut être démontrée en 30 lignes.

Ce dossier s'inscrit dans une ambiance générale d'agression systématique des milieux naturels et notamment des zones côtières pour des raisons économiques à l'avantage essentiellement d'intérêts privés:

- Catastrophe environnementale et sanitaire annoncée sur la question de l'ensablement du lac d'Hossegor au prétexte purement électoral d'un fantasmatique bénéfice pour les ostréiculteurs et le club nautique.
- Passe droit accordé à l'UCPA à Soustons pour traverser la dune dans une zone classée natura 2000. Le passage de centaines de personnes par jour crée des habitudes et une brèche béante dans la dune.

- Projet de port de plaisance à Vieux Boucau pour lequel aucune des organisations environnementales n'a été concertée pour l'instant.
- Velléités nous l'espérons désormais abandonnées des maires de la côte pour diriger les nombreuses écoles de surf vers les spots "sauvages", là où il y a de la place; entendez les zones protégées.
- Création de la nouvelle plage de "l'agrèu" (le houx) à Seignosse avec projet d'installations de cabanes.
- Demande de la ville de Seignosse à l'État de concession des plages naturelles afin d'en assurer elle-même la gestion.

Ces atteintes environnementales, esthétiques et intellectuelles font peser un danger réel sur la compréhension de travail de gestion et de protection des espaces côtiers par les organismes qui en ont la charge, espaces qui restent le poumon économique de la côte landaise et qu'il est intolérable de sacrifier à des intérêts privés.

## Nos élus sont au courant !

## AFFAIRE UNKY

Le concept est radical: remplacer les compteurs d'électricité actuels par des compteurs communicants de type LINKY. A ce jour, les remplacements effectués en France concernent environ 300 communes, ce programme devant théoriquement se poursuivre jusqu'en 2021. Dans le département des Landes, le déploiement est prévu pour le second semestre 2017. La ville de Tarnos vient de rejoindre le petit groupe de rebelles landais alors que, hors département, la révolte de milliers d'opposants décidés à s'organiser contre ce projet totalitaire, gronde déià.

La presse et les médias nationaux se sont déjà emparés de l'affaire et me voici bombardé envoyé spécial de Landemains à la réunion d'information de St Paul-les-Dax où Stéphane Lhomme, conseiller municipal de la ville de Saint Macaire (33), nous informe des risques réels de ces installations.

Le gouvernement français au nom de la transition énergétique soutient l'action d'ERDF qui propose donc de changer tous les compteurs électriques pour une nouvelle génération d'appareils dits « intelligents » sans aucune concertation avec les communes ou les particuliers. Il faut céder à la pression et faire confiance à ERDF qui nous apporte avec cet innocent petit boîtier la technologie du futur, les services à la carte, les économies d'énergie...bref, le bonheur. Image en couleur d'un sympathique agent installateur au sourire « ultrabrite » !

ERDF trouve dans l'association des maires de France et le SYDEC d'autres soutiens de poids pour organiser la mise en place progressive des nouveaux compteurs. Il faut savoir que notre compteur électrique est la propriété de la commune et qu'ERDF n'en est que le gestionnaire. Donc, avec les maires dans la poche, on peut sans encombre se lancer dans une politique expansionniste...en sous-marin. De gré ou de force, des intervenants viennent poser ces nouveaux bijoux de technologie.

- « Mais, que va me coûter ce nouveau compteur? ».
- « Mais rien du tout, mon bon Monsieur, il est gratuit et je vous retire votre ancien modèle (dont la durée de vie est encore de 40 ans minimum) pour le mettre à la poubelle. Bon, c'est vrai qu'il faudra jeter 81 millions de bons compteurs (Électricité, Gaz, Eau) mais c'est le progrès et c'est aussi pour votre bien! »

Pour notre bien? D'abord nous payons ce nouveau compteur dans une part prévue sur nos factures actuelles. Ensuite, sous couvert de transition énergétique, cette opération semble bien peu écologique.

ERDF ne tarit pourtant pas d'éloges sur son nouveau bébé mais néglige tous les problèmes liés aux ondes électromagnétiques qui se diffuseront bien au-delà du compteur individuel ou collectif. Attendons-nous à recevoir en permanence du CPL (courant porteur de ligne) dans tous les circuits de votre habitation avec une myriade d'ondes en micro-impulsions. Ces petites bêtes très discrètes sont dénoncées par de nombreux organismes médicaux (OMS entre autres) comme des facteurs de risques pour notre santé. L'accumulation de ces ondes avec le reste, la téléphonie mobile, les antennes et les relais nécessaires qui vont par cette opération se multiplier, n'est en aucun cas rassurante. Or le maire, principal décideur de la commune, ne doit-il pas en premier lieu protéger ses administrés et, dans le doute, appliquer le principe de précaution, faire un choix de bon sens ? Plus de 130 communes ont déjà délibéré pour le refus de ce progrès trop risqué.

#### Mais, que vont décider nos propres élus locaux de ce courant-là?

Outre le fait que le beau bébé LINKY devienne un nouveau business qui profitera à toute la filière électrique, quelques lignes dans une brochure éditée par ERDF nous révèlent que le projet se veut évolutif avec pour

objectif une meilleure maîtrise de nos consommations : LE BIG DATA, un système qui permet de relever et d'analyser grâce à de savants logiciels, d'innombrables informations sur nos vies et le futur marché des objets connectés. Autrement dit : un vilain petit mouchard dans votre maison!

A ce stade, il est vivement conseillé de voir ou de revoir l'émission enregistrée de BFM-TV du 1er avril où le représentant d'une grande entreprise de service public a menti effrontément en direct dans le seul but de promouvoir son produit. Linky n'est pas un compteur ordinaire aux capacités réduites mais un communiquant d'informations personnelles, capable d'établir un détail de toutes vos habitudes de consommation privées d'énergie électrique, sans aucune assurance d'une non utilisation à des fins commerciales ou policières et au risque potentiel de piratage informatique.

On peut détailler à loisir toutes les problématiques que le programme LINKY fait émerger. Je préfère vous renvoyer aux excellents dossiers constitués sur le site : http://refus.linky.gazpar.free.fr.

Comme des milliers d'abonnés ERDF vous y découvrirez toutes les bonnes raisons de refuser cette installation.



Un collectif « Non au Linky » et autres compteurs communiquants se forme à Saint-Paul Les Dax, vous pouvez contacter l'un de ses responsables : Armand Lepezel. (mail : lepezel.a@gmail.com) ainsi que l'association des riverains du Seignanx (mail : lesriverainsduseignanx@gmail.com)

Des centaines de communes sont déjà dans l'opposition alors,

## Allons-nous prendre une vessie pour une lanterne? Un landais éclairé en vaut deux!

**Bruno**, envoyé spécial à St Paul lès Dax pour Landemains voire aussi: http://info.stoplinkynonmerci.org



## Les GROZOZIOS bientôt cuits-cuits?

A m'ment donné, va quand falloir arrêter de nous la faire à l'envers: Ni Mulliez, ni Leclerc n'ont révolutionné quoi que ce soit; leur business s'inscrit simplement dans la continuité d'une histoire que décrivait déjà Emile Zola et Elsa Triolet. La banale histoire de la capitalisation, de la concentration des pouvoirs, de l'argent et du business, même si quelques idéologues politicards ont voulu nous faire passer ces reflexes de maquignons pour du social.

La cuisine habituelle de tout bon commerçant: diminuer le nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur, réduire les coûts, la logistique, avoir plus de poids dans la négociation, des marges plus faibles compensées par des volumes plus importants et ainsi faire baisser les prix. La mondialisation aidant, les grandes surfaces, selon leur propre aveu, ont en fait cassé les prix de 4 manières concrètes:

- En mettant la pression sur le producteur pour faire baisser sa marge quitte à mettre son entreprise en difficulté et à devoir produire encore plus pour compenser sa perte.
- En affichant des prix promos ciblés à perte ou sans marge comme moyen d'appel.
- En délocalisant et innondant le marché de produits d'importation à bas prix fabriqués à très bas coût.
- En fabriquant des imitations, des produits similaires de moindre qualité.

La résultante de cette situation est d'avoir en cassant les prix, enlevé au prix sa signification, c'est-à-dire que le prix d'un produit ne correspond plus au coût du travail et de la matière pour le réaliser mais au cours d'un marché imposé par la concurrence des revendeurs, des grandes surfaces et de leurs centrales d'achat. Ceci a eu pour conséquence directe de faire disparaître, en plus des commerces de proximité, toutes les petites entreprises, les artisans, les savoirs faire, l'agriculture traditionnelle pour laisser place au monde de la spéculation. Aujourd'hui, la plupart des marques appartiennent à 10 majors compagnies qui, malgré leur taille, ne sont pas en mesure de peser vraiment sur la négociation des prix. On comprend que l'agriculture française, tissu de petites exploitations familiales, ne pèse pas lourd non plus et que la FNSEA de gré ou de force, est tenue par l'industrie agroalimentaire, celle des 10 majors et de la grande distribution. Un producteur de haricots verts, de poulets label rouge ou de mais doux est sous contrat avec une grosse structure qui est à la fois son fournisseur et son client. Elle fournit tout, de la semence aux intrants en passant par le technicien conseil, définit les dates de semis, les traitements, la récolte.

Les gens les plus pauvres ont-ils gagnés à cette situation ? Pour l'essen-

tiel, en détruisant tout un pan du tissu économique de petites et moyennes entreprises, un savoir-faire séculaire, l'agriculture traditionnelle, c'est leurs emplois que les grandes surfaces ont détruits pour leur proposer embauches au SMIC dans les conditions de précarité que l'on connaît. Se consolera-t-on de cette situation en achetant des steaks hachés à la vache folle, des oignons du Chili ou de Nouvelle-Zélande ou une caisse de côtes de porc à 2 euros le kilo. Porc industriel élevé dans des conditions déplorables qui permettent même plus aux éleveurs de

Les prix ont été cassés, et avec eux le rapport vrai entre le producteur et le

consommateur, le coût et le respect du travail, dévastant le tissu économique français de tout un réseau de petits commerçants, d'artisans, de PME, d'agriculteurs au seul profit de quelques familles qui se sont gavées.

#### Les grandes surfaces, créateurs d'emplois... Mon cul oui !!!

Les grandes surfaces alimentaires (Hyper et Super) embauchent environ aujourd'hui 600 000 salariés.

En 1950 la France comptait 795 827 commerces de détail pour 41,4 millions d'habitants.

En 1998 la France comptait 109 640 commerces de détails pour 58,29 millions d'habitants.

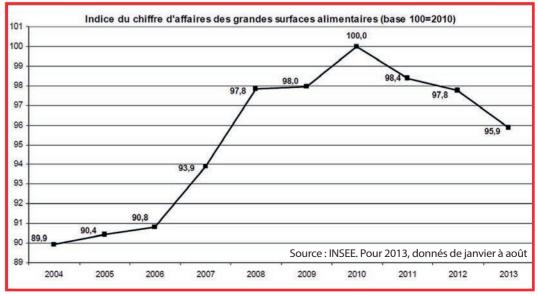
Faites les comptes vous-mêmes: les grandes surfaces ne créent pas de l'emploi, elles le détruisent. Les politiciens locaux continuent à croire à ce mensonge parce qu'il les arrange, de collaborer à ce scandale parce qu'ils y ont un intérêt... Autrefois on faisait transiter des valises de biftons, on finançait des campagnes, des partis, en échange d'un bout de terrain à bâtir. Maintenant tout ça est fini: mais on facilite, on crée de jolies déviations, des ronds-points pour desservir les centres commerciaux contre un peu d'allégeance. Eh oui, c'est plus facile de s'arranger avec un seul type qu'avec plein de gens très différents. En milieu rural où les grandes surfaces ont tué les bourgs et les centres villes, on ouvre des enseignes des grands groupes qui se sont lancés dans le commerce de proximité. Les Leclerc se mettent même à parler patois, ils font partie du paysage, ils sont chez eux « a noste »; y'a pas de honte ni de limites à la connerie.

En fait, la réalité est celle-ci : Tout le territoire français est désormais saturé et, de regroupements en rachats, il ne demeure en France que six enseignes principales.

Or, on le comprend aisément, le marché de l'alimentaire n'est pas extensible; il correspond aux besoins de la population. Et une fois tous les petits commerces éradiqués, même si on se force à bouffer des chipolatas en barquette pour soutenir les emplois précaires de la grande distribution, y'a bien un moment où cette croissance-là va s'arrêter.

Et depuis 2007 et la baisse du pouvoir d'achat, comme nous le montre ce magnifique graphique de l'INSEE, le chiffre d'affaire des GSA (grandes surfaces alimentaires) stagne...

On est loin du rêve social du gentil Edouard qui se pète en deux pour donner du pouvoir d'achat aux pauvres petits bretons, non ?



## Landemains Investigations Enquête au cœur du milieu landais

De tout ceci, les commerçants, artisans, agriculteurs et petits entrepreneurs sont désormais totalement conscients, malgré la naïveté dont ils ont fait preuve pendant de longues années.

Et pourtant, lorsqu'on va à leur rencontre pour leur proposer de l'aide – s'exprimer dans un journal, s'associer à notre campagne GROZOZIO, échanger sur le sujet – nous nous heurtons à d'incompréhensibles inerties. On se prend à se comparer à cette chère Elise Lucet aux prises avec les gangs de l'agrochimie ou s'escrimant à extorquer deux paroles de la bouche du représentant des banques du Panama. Pourtant, d'emblée, les deux vice-présidents de la chambre des métiers et de l'artisanat, Monsieur Jean-René Labat et Monsieur Philippe Retours sont d'accord avec nous sur le fond. Pas de problème: il n'y a aucune nécessité de grandes surfaces en plus dans les Landes, les commerces traditionnels et les centres ville sont déjà plus que malades, etc, etc, ... tout le monde est d'accord.

Mais bon, quoi faire, comment dire, c'est difficile, le contexte politique, tout ça... Il faudrait saisir officiellement le président de la chambre Monsieur Larcher, et par écrit vu qu'il travaille à l'ancienne. Qu'à cela ne tienne, on lui envoie un courrier manuscrit. Pas de réponse. Après

quelques mois, on relance. Message du Sieur Larcher sur le répondeur. « Quoi, qu'est-ce que c'est, qui vous êtes, j'ai pas le temps... plus borborygmes intraduisibles par écrit. »

Les associations de commerçants ne sont pas en reste. Pour résumer, la plupart ne répondent pas et celles qui répondent nous expliquent qu'évidemment ils sont d'accord sur le fond mais bon, quoi faire, comment dire, c'est difficile, le contexte politique, tout ca....

Le salut vient de Monsieur Retours qui lâche finalement le morceau. Le problème en fait c'est qu'Emmanuelli soutient ces projets d'implantation de grandes surfaces (eh oui, pour l'emploi!) et qu'il soutient aussi les actions de la chambre des métiers. A la question comment peut-il nous expliquer comment on peut soutenir à la fois la chambre des métiers et l'implantation de grandes surfaces qui détruisent ces mêmes métiers, pas de réponse.

Ben oui, comment dire, c'est difficile, le contexte politique, tout ça...

Jean Noël Labèque, Président du CIDUNATI Landes, nous l'affirme, désabusé; personne ne bougera le petit doigt. Celui-ci nous a fait parvenir un livre « Seule face aux géants » de Martine Donnette qui raconte les combats, les procès d'associations et de commerçants contre les grandes surfaces... Un titre de chapitre attire l'attention: « ils doivent 418 milliards à l'état. » C'est que ça fait des sous tout ça... Mais on sait qu'à partir d'un certain seuil, on compte plus pareil; c'est Elise Lucet qui l'a dit!

#### Ce qu'il se passe chez nous.

Voici encore un joli graphique de la CCI des Landes.

ne le conseillent tous les conseillers. A quoi servent donc les conseillers ?

Ce qui tend à donner raison à Jean Noël Labèque qui affirme qu'il y a partout en France et même chez nous des implantations parfaitement

illégales.

Mais ces abus sont justifiés par deux raisons qui coupent court à toute tentative de recours à l'intelligence:

• Favoriser la concurrence:

- Favoriser la concurrence; c'est à dire permettre à toutes les enseignes de s'implanter pour qu'elles se livrent à une concurrence entre elles et finissent de faire crever l'intégralité du tissu des commerces de proximité.
- Défendre son territoire, soutenir la guerre économique de tous contre tous, et stopper la fuite des capitaux de Dax vers Mont de Marsan par exemple, ou de la côte vers l'intérieur, ou pire encore vers Bayonne, hors du département ! Vous

Un surdimensionnement des projets par rapport au potentiel de développement Une concentration géographique des projets qui implique des mises en concurrence directes. 11.000 m Cette mise en concurrence 9.000 m interroge sur la capacité 3.500 m à commercialiser les surfaces 3.000 m (non réalisation, 3,000 m 2000 m friches neuves ?) - à assurer la pérennité de 42.000 m l'activité avec des rendements parfois très faibles par rapport 40.500 m² 21 000 m² 41 000 m aux seuil de rentabilité pour les 18.000 m exploitants 19,000 m<sup>2</sup> (au moins 2.000 à 4.000 € 18.000 m 7.000 m de chiffre d'affaires au m² 6.000 m en fonction des cas). 5.500 m 5 000 p aces supplémentaires autorisées 6.500 m ces théoriques absorbables supplémentaires 25.000 m<sup>2</sup> pte tenu de la croissance potentielle du bassir 22.000 m pothèses basses et hautes hors attraction au delà du ba 55,700 m<sup>2</sup> Zones d'influence principale des deux pôles majeurs existants

Figure 2: Surfaces autorisées versus surfaces possibles source CCI Landes

Là aussi, la bureaucratie organise la stupidité: des camemberts, des graphiques, des études avec pleins de gens très très compétents pour encadrer, légiférer, créer des commissions, des rapports, des comparatifs, des simulations, établir des perspectives, lire dans le marc de café, les entrailles de poulet, faire avaler des couleuvres et plein de choses très savantes pour lesquelles il est indispensable de mettre une cravate.

Les lecteurs les plus rompus à la lecture de graphiques comprennent donc qu'on a autorisé dans les Landes plus de créations de surfaces que imaginez ma bonne dame, c'est déjà presque plus la France... En même temps qu'on construit des infrastructures routières et ferroviaires pour désenclaver le pauvre monde et que sur les bords de l'A65 le Conseil Régional nous exhorte à faire « Les soldes au pas de course ». On est où ici, chez les fous ?

Nous, à ce niveau de raisonnement, on lâche prise et on n'a même pas été voir le président de la CCI, par ailleurs propriétaire du Grand Mail à St Paul-les-Dax. Faut pas pousser non plus!



#### En résumé

Les grandes surfaces détruisent les prix, la valeur du travail.

Les grandes surfaces détruisent l'emploi.

Les grandes surfaces détruisent la vie sociale.

Dans un marché en baisse, elles se livrent entre elle à une concurrence acharnée qui ne profite à personne.

Les politiques continuent de les favoriser parfois illégalement au nom de la libre concurrence et de la compétitivité des territoires, pour des raisons strictement électorales.

Les implantations des GROZOZIOS d'Atlantisud et Allées Shopping, celui du Grand Moun, sont des scandales et des atteintes à la plus élémentaire des intelligences politiques.

Il ne faudra compter sur personne d'autre que sur nous, citoyens, consommateurs, pour boycotter ces enseignes et redonner du pouvoir et de la dignité à un réseau de nouveaux commerçants, artisans et agriculteurs de proximité.

Le boycott est interdit... Dire la vérité aussi ? Il n'y a qu'à légiférer contre la vérité. Messieurs, Mesdames, à vos tailleurs, à vos cravates !

#### Sus aux GROZOZIOS. Boycott partout!

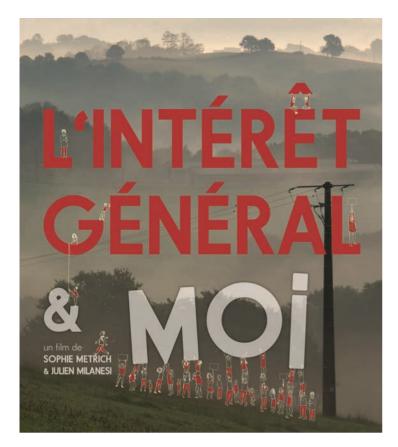
Signez la pétition sur : www.grozozio.com



#### GROZOZIO : la fin de l'histoire ?

Un article de Sud-Ouest du 07 juin en témoigne, les GROZOZIOS sont donc de petits êtres sensibles... à leur portefeuille. L'usine à Shopping d'Ondres n'est pas si certaine que ça, et le groupe Auchan pourrait se retirer du projet. Du côté de la SODEC, ni démenti, ni confirmation...

Un silence qui en dit long sur le contexte économique que nous venons de décrire. Eh oui, comme dit le proverbe, « les petits cochons ne s'engraissent pas à l'eau claire »; les grozozios non plus!



Le mois de mai a vu la tournée en avant-première dans les salles landaises du film « **L'intérêt général et moi** ». Nous avons rencontré Julien Milanesi, économiste, maître de conférence à l'université de Toulouse, co-réalisateur avec Sophie Metrich du documentaire, et lui avons posé quatre questions:

#### Pourquoi ce film?

Ce film vient directement de notre engagement contre l'A65. Entre 2005 et 2009, nous avons mis beaucoup de temps, d'énergie, d'espoir dans ce combat, et évidemment la défaite a été dure à digérer. Que faire de tout ça, de ces années de vie, qu'est-ce que nous pouvions en tirer de constructif? Ces questions nous ont rapidement emmenées à l'idée d'en faire un film. Cela aurait pu être autre chose, mais Sophie étant réalisatrice, c'est ce qui s'est imposé.

Ce projet est donc à l'origine une forme de catharsis, une démarche très personnelle et en cela, au-delà du succès qu'il aura ou pas en salle, nous sommes très heureux d'être allés au bout. Dans le même registre, nous avions aussi l'idée, au-delà de nos ressentis, de témoigner de la souffrance vécue sur ces projets et sur les luttes qu'ils génèrent (même s'il y aussi beaucoup de joie dans la lutte!). Nous voyions autour de nous des gens dont la vie était percutée, parfois très violemment par le projet et nous voulions parler de ce ressenti. C'est notamment ce qui nous a conduit mettre en scène la danse dans le film, pour constituer un fil émotionnel dans l'histoire qu'on racontait.

Ensuite, il y avait des objectifs plus politiques. Relatif à ces grands projets bien entendu, et au déni de démocratie qui les accompagne, mais également en ce qui concerne notre place sur le territoire. En l'occurrence, pour ce qui nous concerne, celui des Landes. Nous avions le sentiment d'avoir écrit un petit bout d'histoire du département et nous voulions en laisser une trace, une marque qui contribue à changer la vision que ses habitants en ont. Au-delà des aspects techniques propres, nous avons la conviction que les débats autour de ces projets s'articulent autour

d'imaginaires du territoire concurrents. Nous étions, et nous sommes, autant que les élus ou les aménageurs, préoccupés par l'avenir de notre territoire, par la nécessité de pouvoir y vivre et y travailler, mais nous n'avons pas, pour le dire vite, la même vision pour y parvenir. En résumé nous aimons ces lieux dans lesquels, pour beaucoup d'entre nous, nous avons grandi. Nous ne nous sentons pas enclavés, nous ne croyons pas être hors du monde et nous n'avons pas besoin d'une autoroute ou d'une ligne à grande vitesse pour nous sentir « modernes». On pourrait d'ailleurs discuter cette notion de « modernité ». Nous avons souvent été surpris et peinés, de voir combien derrière ce désir des gens d'accéder à cette « modernité », existait un complexe d'infériorité, l'idée que nous habiterions un territoire de ploucs ou une nouvelle infrastructure (même si c'est pour voir passer les trains) permettrait, comme par magie, de semer les graines du progrès.

Cette réflexion sur l'imaginaire territorial nous l'avons notamment conduite, au cours de toutes ces années, avec les ami(e)s de l'AlAA (l'Atelier d'Initiatives Artistiques et Artisanales) de Roquefort qui à travers leur travail, essaient de montrer l'absurdité de ce modèle de développement local, notamment montois, fait de méga centre commerciaux, de hangars de bords de rocade, d'avions de chasse, de lotissements tentaculaires et de palmiers sur les ronds points!

Nous avons un autre imaginaire du territoire et du progrès, et dans ce film, nous essayons d'en témoigner. D'où la volonté également que nous avons de largement diffuser ce film dans les Landes.

Est-ce que vous avez senti l'impossibilité de rentrer en dialogue avec les porteurs du projet qui essaient d'imposer les projets, qui instaurent eux-mêmes un rapport de force, en font une question d'honneur politique, un enjeu électoral, et sont prêts dès lors à user de tous les moyens pour avoir raison, remporter une victoire ?

Si le dialogue est difficile, voire impossible, avec les élus qui défendent ces projets, c'est justement je pense parce que nous avons un désaccord profond sur cet imaginaire. Pour empêcher ce dialogue ils utilisent bien sûr toutes les prérogatives que leur donne leur situation de pouvoir, mais je crois qu'il faut aller au-delà de l'idée qu'ils poursuivraient uniquement des objectifs personnels, comme leur ré-élection. Il me semble qu'il faut leur faire crédit d'une certaine sincérité lorsqu'ils défendent ces projets. Ils croient certainement réellement qu'il n'existe pas d'autres modèles de développement possibles, c'est une forme locale du TINA (« there is no alternative », il n'y a pas d'alternatives) thatchérien. Ceci est très bien exprimé par Alain Vidalies dans le film quand il dit en parlant des projets d'A65 et de LGV, qu'ils sont « évidents », « naturels » et qu'il ne voit pas de raisons de s'y opposer. Geneviève Darrieussecq, dans une phrase que nous n'avons pas gardé au montage dit la même chose à sa façon lorsqu'elle nous explique qu'elle est favorable à ces projets « parce qu'elle est landaise, et qu'elle sait ce qui est bon pour les Landais ». C'est en quelque sorte une référence au bon sens, à l'idée qu'il n'est pas possible de penser qu'il existe d'autres voies possibles, à moins d'être un hurluberlu.

Ces conflits généralisés sur les GPII ne sont ils-pas le signe qu'on assiste à une rupture dans le fonctionnement de la démocratie représentative ?

Oui, clairement, ces conflits mettent en lumière la crise démocratique que l'on observe par ailleurs dans beaucoup d'autres secteurs de la société, il n'y a qu'à voir par exemple l'épisode sur la loi travail.

A mon avis, on pourrait résumer ce qui se passe en ce moment autour de l'idée d'une crise de l'intérêt général. Il y a cinquante ou soixante ans de ça, nos institutions politiques n'étaient pas plus démocratiques, mais il existait un accord très large sur ce qui était ou non d'intérêt général dans ces grands projets d'infrastructures, et plus généralement sur le modèle de développement économique. C'est particulièrement vrai pour la période de reconstruction d'après guerre. Aujourd'hui, le monde et les problèmes auxquels nous avons à faire ont radicalement changé et face à des élus qui ont gardé la même idée de ce qu'était l'intérêt général se développe une vision

concurrente qui estime notamment, pour ne prendre qu'un exemple, qu'on ne peut pas prétendre lutter contre le réchauffement climatique et construire dans le même temps des autoroutes ou des aéroports, que la priorité devrait être mise sur l'isolation des bâtiments, le développement des transports de proximité, etc.

Tant que tout le monde était d'accord, finalement, on pouvait considérer que la démocratie fonctionnait bien. Les élus prenaient des décisions qui faisaient relativement consensus et on n'interro-



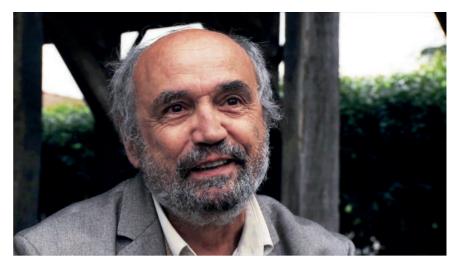
**Alain Vidalies :** « C'est une idée, j'ai envie de dire, quasiment naturelle. On est sous le sceau de l'évidence. Nous étions tellement isolés [...] Quand vous êtes député des Landes ce qui est mon cas depuis 19 ans, que vous devez aller toutes les semaines à Bordeaux. Et ben voilà. »

geait pas leur légitimité, ni la légitimité de notre organisation politique générale fondée sur la démocratie représentative. Aujourd'hui on s'aperçoit, et ça nous énerve à raison, que les élus se servent du mandat démocratique qui leur est donné pour proclamer que leurs décisions, quelles qu'elles soient, sont marquées du sceau de l'intérêt général, y compris sur des sujets, comme ces grandes infrastructures, sur lesquels il n'existe plus d'accord suffisamment large.



Le pouvoir, pour trancher en sa faveur fait prévaloir les questions techniques, économiques, pragmatiques, qui font disparaître le débat sur le fond. L'intérêt général n'est il qu'un intérêt économique?

Le discours économique est en effet souvent utilisé pour clore le débat, là où il devrait l'ouvrir. Pour moi (mais on peut dire à minima qu'il n'y a pas accord sur le sujet dans la profession), les économistes ne sont pas là pour donner la solution, la seule, la vraie qui permettrait de rendre tout le monde heureux, mais pour éclairer les visions du monde qui existent derrière des choix en apparence technique. En réalité les économistes qui défendent cette première posture, qui est le pendant « scientifique » du TINA dont je parlais tout à l'heure, sont libéraux et leurs idées économiques sont fondées sur l'idée qu'il existerait un ordre naturel organisant l'économie (comme il y en a un, par exemple, qui organise la rotation des planètes), un ordre passant par le marché et la concurrence généralisée. C'est évidement ces idées qu'on retrouve derrière ces grands projets d'infrastructures qui ont pour effet économique principal d'accentuer la concurrence entre les hommes et les territoires. Derrière la « compétitivité territoriale » il n'y a rien de naturel, mais bien un projet de société, mortifère, qui est celui de la guerre économique.



**Michel Laffargue** (journaliste à Sud-Ouest): « Le problème il est à un moment donné, est-ce que les journalistes s'interrogent sur les évidences. Je réponds non. Un journaliste doit toujours s'interroger sur ce qui nous est présenté comme évident par les forces économiques et politiques. Qui plus est même s'en méfier, systématiquement. Le problème c'est qu'on est toujours à la remorque de la parole institutionnelle et on fait confiance parce que eux, ils savent (...) on croit que les gens sérieux sont toujours du côté du manche, c'est une grosse erreur (...) On est du côté du pouvoir établi. On va pas aller contre, quand on est à Bordeaux, on aime bien Juppé. Maintenant à Pau avec le nouveau maire, on est très copain avec Bayrou.(...) On est toujours du côté du manche, parce qu'il y a du business aussi dessous. Imaginez que Sud-Ouest prenne position contre la LGV, mais vous imaginez ce que ça a comme répercussion au niveau des CCI et autres ? Et la pub, ils nous en donnent de la pub ces gens-là. »

## Un silence et un mensonge... Sur l'histoire de la forêt landaise

L'histoire conventionnelle de la forêt landaise, répétée à satiété, s'appuie sur le mythe de l'assainissement napoléonien avec la loi de 1857 et le passage d'un système agro-pastoral à un autre, appelé sylvo-pastoral. Hypostasie (prendre les mots pour la réalité) habituelle: si les mots le disent, les choses sont ainsi. Le moindre examen des sources de première main pour utiliser le vocabulaire des historiens, qui exige leur examen méticuleux au lieu de recopier ce qui a déjà été écrit, montre l'inanité de ces conceptions. Il est vrai que les Landes ont connu de grands bouleversements au XIXème siècle mais pas ceux dont on parle, plutôt ceux que l'on cache: le passage de la propriété collective à la propriété privée d'un côté et l'augmentation fulgurante du prix de la résine, de l'autre. Reprenons ces deux points, en commençant par le second.

Entre 1860 et 1865, le prix de la résine a plus que triplé. Cela résulte du blocus par la marine yankee des ports du sud durant la guerre de Sécession américaine, laissant aux Landes le monopole mondial de la vente de la résine à une époque où les bateaux en bois restaient encore très nombreux. S'ajoutant à l'augmentation tendancielle des prix, cette situation a amené de grandes richesses dans la région que le gouvernement en place a mis à son crédit alors qu'il n'y était pour rien. Occultée par la suite, cette situation n'était pas méconnue des contemporains. Une monographie du Porge (Médoc) note encore en 1888, que « Pendant la guerre de Sécession de 1861 à 1865, les arbres propres à la production de la résine existaient déjà en assez grande quantité dans la localité (du Porge); l'exploitation se fit alors sur la plus grande échelle possible. Ce produit augmentant rapidement de valeur et le prix de la barrique de gemme brute passant de 100 à 150 et même 200 f., l'enthousiasme devint général ; chaque propriétaire se fit résinier et exigea le plus qu'il put de ces arbres qu'il n'avait fait croître qu'avec la plus grande appréhension. La population, assez misérable auparavant, vit tout à coup une grande amélioration dans son

existence. Certains paysans vendaient jusqu'à 8, 10 et 12 000 fr. leur récolte annuelle de résine. » Aussi inégal soit-il, ce réel enrichissement ne doit donc rien à Napoléon III.

Peu de temps avant, la région avait connue un autre bouleversement encore plus considérable dont personne ne parle jamais, la privatisation des communaux. Le processus tardif - en Chalosse, il s'est terminé dès le XVIIIème siècle - n'a commencé dans la Lande qu'à la Restauration dans un mouvement parti du Marensin qui s'est dirigé vers le nord-est. L'initiative revenait aux maîtres des forges - Larreillet en tête - et aux Préfets. Dès 1819, l'un de ces derniers, le Baron d'Haussez réclamait la disparition des communaux. Cette appropriation se fit au travers de violents conflits essentiellement sous Louis-Phlippe. Autour de 1835, à Garein, Ychoux, Magescq ou Gabarret les antagonismes s'exacerbent sur la question de la vente des communaux. Vingt ans plus tard, la plupart ont été privatisés, davantage et plus tôt à l'ouest du département qu'à l'est. Pourtant les ventes de biens publics de gré à gré, sans adjudication, étaient illégales et l'absence de trace de paiement dans les archives quand il y en a, rendaient ces appropriations juridiquement vulnérables. Heureusement pour les propriétaires vint la fameuse loi de 1857 qui légalisa la vente sans adjudication et peut-être sans paiement. Il restait à la communication - comme on ne disait pas à l'époque - de parer l'Empire des résultats de l'augmentation du prix de la résine et d'occulter jusqu'à nos jours le changement du régime de la propriété du sol. Un siècle de copies du discours officiel a validé l'affaire. « Ce que je vous dis trois fois est vrai » dit Lewis Carroll dès la première page de La chasse au Snark. Napoléon III avaient régénéré les Landes avec l'aide des propriétaires a-t-on répété. Il n'avait que légalisé la disparition des terres collectives au profit de quelques uns qui depuis, ne se sont pas privés de lui rendre hommage.

Bernard Traimond



PROJET 8/6

UTILITÉ PUBLIQUE ???

Peut-on maîtriser la forme d'une cavité ?

POUILLON

GUERRE DU SAUMODUC, UN COMBAT GAGNÉ



D'abord la joie, la satisfaction, la fierté, de voir abandonné un projet sans fondement susceptible de mettre en péril la sécurité des citoyens et l'intégrité du patrimoine naturel landais.

Si nos élus se font les porte-parole des citoyens landais pour la défense de leur territoire et de leur environnement, s'ils acceptent contre leur opinion première de défendre les volontés de leurs administrés, alors nous laissons volontiers à qui la veut la paternité de cette victoire.

La vérité reste inaliénable.

Malgré l'indignation, chacun se souvient à l'heure du débat public du scepticisme de tous à faire changer le cours des choses et à combattre un projet proposé par un maître d'œuvre de la taille d'EDF.

Chacun sait la contribution des associations et du collectif dans la prise de conscience citoyenne et politique des dangers de ce projet. Chacun se souvient comment pas à pas, nous avons participé à convaincre les collectivités, à leur demander un engagement, dans le plus grand calme et le respect du cadre légal que nous propose la démocratie participative.

Voilà ce dont il faudra se souvenir. Rien n'est une fatalité. Nous avons, citoyens, au-delà du seul cadre démocratique des élections, le pouvoir d'influer sur les prises de décisions fondamentales qui orientent le devenir de notre territoire. Nous avons le pouvoir de nous opposer aux inepties nées de la mégalomanie de quelques-uns. Nous avons le devoir de veiller à préserver tout ce qu'il reste de notre nature, parce qu'elle est bien sûr au cœur de notre tissu économique, mais surtout parce qu'elle reste le trésor commun qui donne un sens à la vie landaise.

Merci à toutes et tous, Le collectif c'est nous!





PÊCHE BARTHES

TOURISME DUNES

NATURE

...TOUS IMPACTÉS

LANDES EN DANGER

YV W.STOCKAGE-GAZ-LANDES.NET



WWW.STOCKAGE-GAZ-LANDES.NET







TOUS CONCERNÉS, SIGNEZ : (

## Le CETA, plus dangereux que

Alors que l'attention du public se focalise avec raison sur le projet d'accord Union Européenne/Etats-Unis, s'avance la menace d'un autre accord, celui entre l'UE et le Canada, le CETA. Cet accord porte les mêmes dispositions que le TAFTA et il est largement plus avancé. Il est donc plus dangereux car il lui ouvre politiquement la voie.

A l'issue de quatre années et demie de négociations, dans la plus parfaite opacité, puis de 18 mois de « mise en forme juridique », les deux parties au projet de traité ont publié la version finale du texte le 29 février 2016.

Baisse des normes sociales et environnementales, destruction du modèle agricole français, privilège de juridiction et octroi d'un droit de veto en faveur des entreprises transnationales, incompatibilité avec la nécessaire transition énergétique, rien ne manque. Pour autant, et la Commission européenne et le gouvernement français clament partout qu'il s'agit d'un bon accord. Il est vrai que l'effort de maquillage par rapport à la version non consolidée est réel. Il reste que cet accord n'est pas seulement inacceptable, il est dangereux.

#### Un accord de libre-échange de deuxième génération

Les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) étant largement au point mort, les puissances, telles l'Union européenne, ont décidé de parvenir à la libéralisation du commerce international en multipliant les accords de libre-échange qualifiée dans le jargon « OMC+ ». Cela veut dire que tous les principes de l'OMC s'y trouvent mais que s'ajoutent désormais au moins deux autres dispositions qui sont, en elles-mêmes, des atteintes massives aux principes démocratiques fonda-

Les principes de l'OMC qui forment désormais le socle minimal de toutes les négociations commerciales internationales se résument par l'objectif de ce type d'accord : atteindre la libéralisation maximale du commerce. Le texte d'Agnès Bertrand le montre pour le TAFTA, les principes sont exactement les mêmes avec le CETA. Au nom de la sacro-sainte concurrence-libre-et-non-faussée, mantra désormais connu des libéraux qui gouvernent, sont posées les règles interdisant les « obstacles au commerce » et les « obstacles techniques au commerce ». Toute décision publique, de quelque niveau et de quelque nature que ce soit, qui aurait pour conséquence de constituer une « mesure distorsive à la concurrence » doit être bannie.

Clause de la nation la plus favorisée, traitement national, interdiction des mesures intérieures distorsives au commerce telles les subventions, interdiction des obstacles techniques au commerce telles les mesures sanitaires, sociales, environnementales jugées disproportionnées : voilà les principes que l'on retrouve dans le CETA et qui se trouvaient déjà dans ceux de l'OMC.

Le « traitement national » s'appliquant à « l'accès au marché » veut dire par exemple qu'une entreprise du Canada s'installant dans un État membre de l'UE devra être traitée pareillement gu'une entreprise de l'Union déjà installée. Si cela concerne une activité qui reçoit des subventions (santé, éducation), elle devra recevoir le même niveau de subventions, ce qui deviendrait rapidement intenable budgétairement. L'État n'aura alors d'autres choix que de se retirer du secteur. Et nous vérifierions alors que la libéralisation est le prélude à la privatisation.

Mais puisqu'il s'agit d'un accord « OMC+ », il va encore plus loin. L'Accord général du commerce des services de l'OMC (l'AGCS) est conçu selon un système de liste positive. Les parties y listent explicitement les secteurs et sous-secteurs qu'elles souhaitent ouvrir à la concurrence, en spécifiant les modalités exactes de cette ouverture. Le CETA est conçu en revanche en liste négative : dans ce système, les parties établissent la liste précise des secteurs et sous-secteurs qu'ils souhaitent exclure de cette ouver- 18 que d'une vulgaire opération de maquillage.

ture, y compris selon les modalités. Cela change tout et permet un engagement encore plus vaste.

Dans le chapitre 9, les règles générales du traitement national et de la nation la plus favorisée sont réaffirmées. Les mesures d'attribution de licences, autorisations, ou l'exigence de qualifications spécifiques ne sont pas interdites, mais doivent obéir aux principes de non-discrimination, et ne pas être « arbitraires » (art. 9.7). Enfin les quotas de fournisseurs/entreprises étrangers, les plafonds de transactions (nombre ou valeur totale) ou encore l'introduction de tests de nécessité économique, sont bannis.

La nocivité de ce type de disposition ne saute pas spontanément aux yeux. Pourtant, cela veut dire une diminution du champ des décisions politiques en restreignant les possibilités d'action de la puissance publique. En effet, une épée de Damoclès sera suspendue sur chaque décision qui ne pourra plus être prise en opportunité, c'est-à-dire pour de seuls motifs de choix politiques et sociaux. Il faudra que chaque décision ne restreigne pas le droit absolu des entreprises de faire des affaires. Faire des affaires devient un droit intangible, prendre des décisions publiques de protection des populations une possibilité soumise à conditions. Les choix politiques soumis aux impératifs de maximisation de profits des entreprises transnationales, voilà la perspective de ce type d'accord.



#### Deux mécanismes attentatoires aux principes démocratiques : le mécanisme investisseurs-État et celui de coopération réglementaire

La plus lourde menace contre la démocratie est le mécanisme d'arbitrage « investisseur-État ». Ce mécanisme de règlement des différends permet aux transnationales de porter plainte contre un État ou une collectivité territoriale dès lors qu'une loi ou qu'une réglementation ferait entrave au commerce et à l'investissement dans le cadre du CETA. Cette plainte peut être portée devant des arbitres internationaux qui sont des avocats d'affaires. Dès lors que les arbitres privés considéreraient que la mesure constitue une expropriation directe ou indirecte, une « mesure arbitraire » ou « disproportionnée » qui diminue les bénéfices escomptés des entreprises étrangères, les Etats seraient condamnés à leur verser des « compensations » censées correspondre à la perte occasionnée par la décision publique. Les effets de ce mécanisme sont connus, depuis 20 ans qu'est mis en œuvre l'Accord de libre-échange Nord américain (ALENA) et la multitude d'accords bilatéraux sur l'investissement qui voient des États condamnés à des compensations pharaoniques pour des motifs parfois baroques, y compris suite à des décisions démocratiques. Pour les transnationales, l'enjeu est immense : des normes sanitaires, écologiques, sociales, votées démocratiquement, seraient remises en cause au nom du droit des investisseurs (1\*).

Or, il se trouve que la mobilisation contre le TAFTA a généré de nombreuses déclarations de collectivités hors TAFTA et donné à l'Initiative citoyenne européenne (ICE) lancée en 2014 plus de 3.2 millions de signatures en moins d'un an sur tous les pays de l'UE. Devant cette vague d'indignation populaire, jamais remarquée jusqu'ici sur aucun accord de libre-échange, la Commission a réagit... en intégrant dans le CETA un dispositif présenté comme acceptable et nouveau, alors qu'il ne s'agit

## le TAFTA car plus avancé.

La Cour arbitrale internationale (Investment Court system en anglais ou ICS) est désormais dans le chapitre 8 de l'Accord. A deux reprises, dans l'article 8-9, l'Accord affirme le droit aux États « à réguler sur leurs territoires pour réaliser leurs objectifs politiques légitimes tels que la protection de la santé publique, la sûreté, l'environnement ou la moralité publique, la protection sociale ou du consommateur ou la promotion et la protection de la diversité culturelle. » (8-9-1) Dans l'article 8-31-2, il est même précisé que "le Tribunal(ICS) n'a pas compétence à déterminer la légalité d'une mesure domestique d'une Partie en cause susceptible de constituer une infraction à l'Accord. »

Sauf que ce n'est pas ce qui est demandé aux arbitres. Ce qui est demandé aux arbitres ne consiste pas à vérifier qu'une mesure publique est légale ou non, il leur est demandé si cette mesure respecte ou pas l'Accord, et ce dans tous ses aspects portant obligation de libéralisation. Ainsi, les arbitres pourront toujours, même avec cette ICS présentée comme nouvelle, condamner des États pour des mesures publiques jugées « injustes » et « inéquitables » qui iraient à l'encontre des « attentes légitimes » des entreprises transnationales (art 8-10-4).

D'ailleurs, au cas ou un doute subsisterait, l'article 8-31-2 précise que « pour déterminer la comptabilité de cette mesure avec l'Accord le tribunal **peut** considérer, si cela est approprié, la loi domestique comme une donnée

La coopération réglementaire a pour ambition de faire disparaître les barrières au commerce et à l'investissement considérées comme « non nécessaires » et de subordonner toutes réglementations futures au service de la compétitivité des entreprises. Toute décision publique a nécessairement un impact sur le commerce, elle ne pourra être acceptable que si elle va dans le sens de la compétitivité des entreprises. Ce vocable désigne invariablement les politiques de l'offre, considérées comme seules possibles dans un monde ouvert au libre-échange. Ainsi, les choix publics futurs devront se conformer à cette orientation éminemment politique.

Comment ce mécanisme y parvient-il ? En construisant un dialogue systématique pour minimiser les réglementations et les normes néfastes pour le commerce et l'investissement. Il s'agit de rendre les réglementations « efficaces », d'éviter les différences réglementaires « inutiles », d'identifier des « instruments alternatifs »... le tout pour faciliter le commerce et l'investissement et contribuer à l'amélioration de la compétitivité et du climat des affaires.

Chaque projet de réglementation sera systématiquement notifié, préalablement soumis à commentaire par les acteurs concernés, notamment les lobbies d'affaires. Conséquences prévisibles : ingérence directe de l'industrie dans les processus réglementaires, processus allongés et rendus



compliqués pour construire de nouvelles réglementations, amplification du rôle de l'industrie, la disqualification des considérations sociétales, politiques ou morales dans la prise de décision publique. En effet, ce que les entreprises considèrent comme des entraves au commerce, ce sont nos choix de normes et de réglementations sanitaires, écologiques, industrielles, techniques... définis par la volonté collective.

incontestable ». Il peut le faire. Ou pas. Si cet accord est ratifié, se multiplie-Même si l'article 21-2-6 affirme que la coopération réglementaire se fera ront les contestations de mesures publiques contraires aux principes de sur une base volontaire, en pratique la Commission ne la refusera pas et libéralisation portés par l'accord au nom de la protection des « attentes on peut être certain qu'elle le fera en se laissant influencer par les lobbies, légitimes » des entreprises. comme c'est systématiquement le cas. Trois quarts des normes sont à l'initiative de l'UE.

La Commission prétend avoir créé un « tribunal » et affirme avoir réglé le problème des conflits d'intérêts de nombre d'arbitres œuvrant tour à tour comme conseils et arbitres dans des dossiers impliquant les mêmes entreprises.

Or l'Accord crée en réalité une liste de 15 arbitres sélectionnés sur leurs « compétences » et qui seront appelés à siéger par rotation de trois en cas de différends, ce qui n'a rien à voir avec un véritable tribunal. Ce sont les mêmes personnes qui officiaient en tant qu'arbitres dans le passé qui seront nommés pour faire partie de ce groupe de 15. Les conflits d'intérêts relèvent de la seule bonne volonté de ces arbitres puisque ceux-ci sont « incités » à ne pas cumuler leur activité d'arbitre avec d'autres fonctions, à déclarer leurs éventuelles affiliations et intérêts externes, sans contrôle sérieux ni sanction des manquements.

Evidemment, cela n'interdit pas (mais comment l'Accord le pourrait-il?) la pratique du courtage juridique des grands cabinets d'avocats internationaux qui démarcheront les ETN pour espérer des commissions au cas où leurs conseils permettraient un résultat d'arbitrage favorable.

Soulignons au passage l'ahurissante hypocrisie de la Commission, secondée par le gouvernement français qui se flatte d'être à l'origine de cette opération.

Le mécanisme de coopération réglementaire est moins connu. Il est pourtant aussi attentatoire aux principes démocratiques fondamentaux. Il se concrétise par la mise en place d'un **Forum de coopération** réglementaire (Chap. 21).

#### Avec le CETA, la Commission européenne sacrifie l'agriculture au profit des grandes entreprises de services.

75000 tonnes de porc, plus de 45000 tonnes de bœuf : voilà ce que le Canada pourra exporter vers l'UE, et sans droit de douanes d'ici 6 ans.

A l'heure où nombre de responsables politiques pleurnichent sur le sort de l'agriculture, très tranquillement la Commission, avec leur complicité passive, brade l'agriculture, à l'occasion d'un Accord sur lequel elle se garde bien d'informer.

Pourquoi fait-elle cela ? Parce que l'Accord ouvre les marchés publics locaux du Canada aux grandes entreprises de services.

Vivendi, Véolia confortés, l'agriculture sacrifiée. C'est la réalité brutale du CETA.

#### Frédéric VIALE,

membre d'Attac, texte paru dans la revue « nature et progrès » Auteur du Manifeste contre les Traités transatlantiques, éd. Erick Bonnier

1\* Voir UNCTAD, Recent Developments in Investor-State Dispute Settlement (ISDS), n° 1, Mars 2013 et Mars 2014; et CEO, S2B, TNI, Aitec, Attac, « Une déclaration des droits des entreprises », octobre 2013, http://france.attac.org/nos-publications/notes-et-raports-37/articles/unedeclaration-transatlantique-des-droits-des-multinationales?id\_rub=22&id\_mo=119

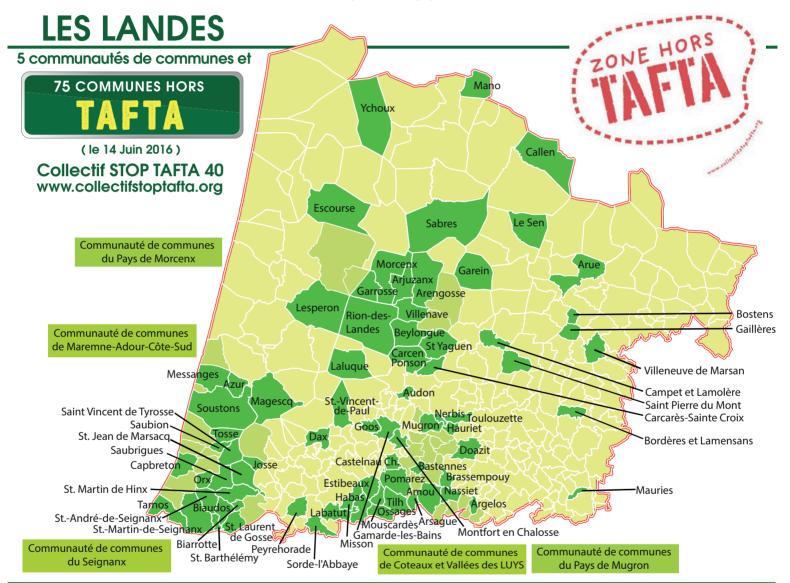
#### est-on

Depuis la dernière parution, le nombre de communes et communautés de communes landaises « hors TAFTA » a pratiquement doublé. Les petits panneaux verts fleurissent aux quatre coins des landes et de France. L'objet de cette campagne n'est pas d'opposer les uns et les autres bien au contraire. Le collectif stoptafta40 se félicite de cet engagement des communes qui place le département des Landes en tête de la mobilisation. Pour autant, il ne faut pas oublier le travail du collectif et l'importance pour chacun, dans sa commune, d'interpeller ses élus sur cette question afin d'amplifier encore ces prises de positions. Et nous alors, c'est pour quand? Le collectif prépare déjà une petite fête pour la 100 ème...

Conséquence de ces stratégies, la Région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes qui compte parmi ses élus Mathias Fekl, en charge du TAFTA pour le gouvernement, vient de se déclarer « hors TAFTA ». Qui pense encore que ces prises de positions ne sont pas consécutives des actions citoyennes, qu'elles ne sont pas nos victoires, qu'elles n'incarnent pas un changement à venir ? Bien sûr, la malhonnêteté résiduelle et structurelle emmènera certains élus à vouloir faire passer le CETA, frère siamois canadien du TAFTA, par la porte de derrière, à l'abri du regard du peuple. Nous démasquerons cette supercherie. Le refus ne se fonde pas sur des détails, il est fondamental.

La mobilisation anti TAFTA reste pour l'instant un vrai modèle de mobilisation citoyenne et démocratique qu'il convient d'amplifier jusqu'à la victoire finale.

Une victoire pour tous que nous célébrerons ensemble, élus et citoyens engagés dans cette bataille.



## De la réforme territoriale au TAFTA.

#### une régression démocratique des intercommunalités de plus en plus technocratiques et bureaucratiques.

Les grands partis sont au fond d'accord avec la concentration territoriale. Et les grands médias manipulent l'opinion avec le slogan populiste du mille-feuille...Pourtant, pour l'AMF comme pour l'AMRF, « la philosophie technocratique du texte tourne systématiquement le dos à la démocratie de proximité ». Pourquoi dans la réalité est-ce l'inverse qui est mis en œuvre ? Cette contradiction, ce double langage est dramatique pour la démocratie française. Les citoyens demeurent éloignés des lieux de décision,

et même de la simple compréhension du grave processus de concentration urbaine et technocratique en cours. L'enfumage est une manipulation antidémocratique.

L'idéologie occulte du gigantisme gangrène notre vision moderniste en simplifiant et déshumanisant les richesses locales, en les concentrant dans les fermes de mille vaches, les grandes intercommunalités, les grandes régions. Les PLUi vont concentrer les populations et désertifier

le rural. La mutualisation complète de toutes les compétences aura pour effet de transférer nos employés et secrétaires à l'échelon supérieur. Ce transfert immaîtrisé entraîne l'état d'esprit du sauve-qui-peut. Les communes ne sont plus que des coquilles vides; dépouillés de leurs responsabilités, les 500 000 élus se désintéresseront de leur mandat local. Si l'on détricote maille par maille le tissu rural à partir des difficultés du monde agricole, si l'on supprime les communes, c'est la mort de la France « périphérique » (au sens du géographe Christophe Guilluy, pour qui « la Réforme territoriale est une aberration »). D'autres faits témoignent de cette fuite en avant : es rivières ne sont plus entretenues; la fibre optique sert d'argument commercial pour favoriser les zones où les entreprises sont déjà regroupées, au détriment d'un développement territorial équilibré.

Cette République dérégulée est favorisée par de déshonorantes « carottes » financières de l'État poussant aux fusions de communes sous contrainte: ici la compétence scolaire est évaluée coûter plus cher par un Cabinet, là non...; ici un cabinet décide de laisser tomber le niveau communal pour le SCOT(Schéma de Cohérence Territoriale); le schéma de mutualisation est accepté sans réflexion...

Les déserts médicaux ne sont que la partie immergée de l'abandon du rural et de toutes les zones jugées sans avenir par les jeux obscurs de la finance et du commerce.

La Réforme territoriale est la traduction de ce mouvement de concentration mondial au niveau français, car l'idéologie de l'immense marché mondial est en train de coloniser le monde entier. Et tout étant lié, la Réforme territoriale, cette liberticide et ruralicide loi NOTRe, est l'équivalent, la traduction, de l'accord du partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement, comme déjà pour l'accord transpacifique. Opacité, volonté de passer en force dans l'éternel rapport de forces, ce sont les valeurs fondatrices de notre démocratie, nos valeurs humanistes, qui sont jetées par-dessus bord. Les citoyens sont dépassés, mais ils ressentent cette rupture de civilisation : tôt ou tard, ne réagiront-ils pas ?

Marcel Gauchet confirmait dans l'entretien faisant suite à mon essai « La réforme territoriale la contagion technocratique » : « Cette rupture crée un énorme désordre dans la société et dans les esprits... Ces grands projets fous montrent que les élites ne savent pas où elles vont... et sont le signe d'un dérèglement des esprits... sous un pseudo-contrôle démocratique... En fait de Réforme territoriale, il faudrait redéfinir la décentralisation... On fait croire qu'il n'y a plus que des problèmes techniques et non plus politiques... l'idée d'uniformiser les territoires est technocratique... »

Le TAFTA veut uniformiser les territoires, le monde entier... Le grand commerce mondial va assécher nos territoires, concentrer l'agriculture dans 2 ou 3 grandes exploitations par village, faire partir les habitants, les médecins, les services public en concentrant les emplois, la vie dans les métropoles, les grandes et moyennes villes. Et si les communes résistent, les tribunaux privés vous mettront à la raison. Plus de ruralité vivante, de substance humaine villageoise.

Nous vivons une catastrophe démocratique, humaine, sociale et politique. L'anomie selon Durkheim, « c'est la perte ou l'effacement des valeurs, le sentiment consécutif d'aliénation, et l'affaiblissement sociétal qui en découle. »

Par les grands cantons, les grandes intercos, il s'agit de détruire toute sorte de résistance de tous les petits. Tout cela englobé par le grand marché mondial! Ce modèle, corseté dans un entrelacs de règles et de normes, le TAFTA veut l'imposer au monde entier. C'est celui du numérique, facilitateur de la dépossession généralisée, de la perte de la cohésion collective, de la perte du sens politique et humain. Atomisés devant nos ordinateurs, Marcel Gauchet l'affirme: nous vivons un grave désancrage de notre histoire et du territoire. C'est la logique capitaliste du grand marché mondial, de l'oligarchie financière mondialisée, de la technocratie désaffiliée, que le TAFTA nous impose...

Par tous les moyens, les pouvoirs en place veulent priver le peuple de la maîtrise de son destin. Le TAFTA c'est loin pour lui, mais ce qu'il subit au niveau communal et intercommunal devrait d'abord l'alerter. « Il faut

dévitaliser les communes » disait Mme Lebranchu, c'est-à-dire les priver de leur souveraineté populaire au profit des grands espaces régionaux et intercommunaux. On dérégule la République, cette République qui n'est plus synonyme d'émancipation, pour faire place à l'espace de compétitivité du marché-roi.

Nos idéaux sur le fronton de nos mairies, on est en train de les sacrifier en se couchant devant la technocratie européenne libérée de toutes les valeurs de la société qui était la nôtre il y a peu, celle pour laquelle ouvriers et paysans se sont battus. Le TAFTA, le CETA, ce n'est que cette mondialisation mercantile dont l'Europe, la Réforme territoriale, la loi NOTRe, sont les intermédiaires plus ou moins masqués, à la botte des grands groupes financiers et de la technostructure. Orwell, Huxley, dire que vous avez annoncé cette rupture de civilisation il y a 50 ans! Ce sont les dents de l'engrenage fatal qui nous conduit dans le mur!

La perversion démocratique du mouvement de concentration urbaine et technocratique en œuvre résulte de ce mouvement global de concentration urbaine et technocratique. La « contagion » gagne les esprits, perdus par le « double langage » de notre monde politique.

Dans ce contexte il est facile pour tout pouvoir hégémonique de tout s'approprier, à tous les niveaux territoriaux, et d'exclure toute pensée un peu différente. On assiste à un vaste mouvement de centralisation, de concentration des pouvoirs, accentué par la mondialisation. L'embrouillamini général enveloppe la vie publique et les esprits dans un brouillard quelque peu inquiétant.

Nous vivons presque partout dans un système de démocratie approximative, bâillonnée par une majorité ne cherchant qu'à verrouiller son pouvoir, où la parole citoyenne est sous influence, sous hypnose, comme enivrée dans des effluves d'autosatisfaction, ou engluée dans l'indifférence. Mais les réactions citoyennes sont de plus en plus visibles.

Cette évolution est si compliquée que le citoyen est de plus en plus éloigné des lieux de décision démocratique. L'intercommunalité ne peut que se transformer en « usine à gaz » technocratique, trop complexe pour que le contrôle citoyen soit possible.

Cette même opposition entre la vision économiste et la vision plus culturelle et humaniste doit questionner le citoyen de base. L'interrogation démocratique est donc au cœur de ce problème. En effet, quelle est et quelle sera la place du citoyen dans cette grande région, ces intercommunalités de grande voilure ? Il se sentira de plus en plus éloigné de cette nouvelle entité de plus en plus abstraite et complexe, si des modalités de participation plus proches de ce qu'îl a l'habitude de vivre au niveau de sa commune ne sont trouvées. Le règne de l'expert ne se concilie pas facilement avec le rôle du citoyen fondateur de nos démocraties

A l'expert la seule expertise, à l'élu et au citoyen le dernier mot de la décision : c'est ce qui devrait être, et ce qui n'est donc pas...

#### Philippe Dubourg,

Maire de Carcares Sainte Croix, Président des maires ruraux landais. Auteur de « La réforme territoriale la contagion technocratique » éd. Gascogne



## MONOPOLY

#### Les petits caractères

Nous vivons dans une société dominée par la dimension marchande de tout, et notamment du travail. Pourtant le travail revêt un double caractère. D'une part, comme travail aliéné, il est le moteur du capitalisme. De l'autre, il est une quête de sens pour les activités humaines susceptible de surpasser les intérêts principaux du

les activités humaines susceptible de surpasser les intérêts principaux du capital et parfois même de les combattre. C'est précisément à cause de cette dichotomie qu'on a l'impression que les uns et les autres n'ont pas bien lu les « conditions générales » du capitalisme, celles écrites en tout petits caractères...

#### Gouvernés par l'argent

Le travail aliéné, en créant le capital il y a des siècles, par chaque emploi, chaque entreprise, chaque activité crée aussi le règne du capital. Aujourd'hui on parle de plus en plus souvent de la dictature du capital. Ce que l'on appelle le « néolibéralisme » - qui n'est ni nouveau ni libéral comme Noam Chomsky l'a dit à très juste titre - est la forme extrême actuelle du règne du capital globalisé dont on peut observer les conséquences partout et jusqu'au cœur des foyers.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas le peuple mais le capital - les propriétaires du capital - qui est souverain et représente l'autorité politique suprême de la société. Nous cultivons l'illusion de vivre dans une démocratie mais nous vivons dans une ploutocratie dans laquelle ce n'est pas l'État souverain qui contrôle l'argent mais les banques privées et ceux qui défendent leurs intérêts (institutions financières internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale ou la Banque des Règlements Internationaux (BRI), etc...). La preuve est l'endettement massif des États. Les États sont (devenus) des prestataires de service de la ploutocratie.

Sans explorer le processus même de la naissance du règne du capital, il est important de noter que l'argent étant devenu la valeur unique et universelle de notre société, cette valeur, purement quantitative, est subie par presque tout le monde et dégrade toute autre valeur imaginable, fût-elle plus éthique ou plus humaine. Il suffit de regarder autour de soi. Les capitalistes eux-mêmes restent capitalistes tant qu'ils obéissent à la logique du capital, mais ne sont pas capables d'influer directement sur le pouvoir du capital. Ils sont comme les autres gouvernés par l'argent.

#### Le levier principal

La question légitime se pose donc : **Qu'est-ce que l'argent ?** En dépit de l'importance systémique de l'argent comme mesure de toute chose et malgré l'annonce des cours de la bourse quotidiennement dans les médias, l'argent en soi et son mode de fonctionnement n'est pas un sujet public. On n'apprend pas à l'école ce qu'est l'argent, comment il apparaît dans le monde et pourquoi il fonctionne comme il fonctionne. Au contraire une ignorance quasi général prédomine, conséquence des confusions de plusieurs courants qui se contredisent et donnent l'impression que les théories monétaires académiques enseignées restent sans rapport avec la réalité vécue. Pourtant tous ceux qui ont sollicité un prêt bancaire devraient avoir compris ces mécanismes...

Il semble qu'un tel obscurantisme autour du système monétaire soit lié à sa signification comme levier principal du règne du capital. La crise économique actuelle et persistante, entre-temps devenue récession mondiale, a cependant provoqué une

réflexion plus poussée sur ce thème central. De plus en plus de positions et d'analyses critiques, de la part des économistes et

des banquiers eux-mêmes, animent un débat qui jusque là était tabou, comme en atteste la citation attribuée au pionnier automobile Henry Ford (1863-1947): « Il est une chance que les gens ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »

#### L'origine de l'argent

Contrairement à l'opinion répandue, l'argent n'est pas un moyen apparu lors d'un simple échange de marchandises sur quelque marché imaginaire de l'antiquité. Malgré les théories des premiers économistes au 18ème siècle, par ex. Adam Smith, de telles présomptions - inspirées peut être par la bible - relèvent du folklore ou de la mythologie. L'archéologie et l'anthropologie moderne attestent clairement que ce troc imaginé n'a jamais existé et que les prétendues observations chez les peuples dits « primitifs », ont été faussement interprétées. L'hypothèse qu'il y a eu d'abord quelques simples pièces et plus tard seulement des crédits et des produits financiers complexes se révèle être une erreur.

En effet, le crédit a été inventé et utilisé bien avant l'apparition des premières pièces de monnaie. Les premiers « titres de créances » ou simplement les premières reconnaissances de dette viennent du Proche-Orient, il y a plus de 4000 ans. Il s'agit d'accords entre créanciers et débiteurs griffées dans des fragments d'argile ou sur des « planches/tableaux de dettes » retrouvées dans des temples. On traduit en termes modernes ces contrats de crédit à partir du modèle : A donne à B maintenant cela, que B rendra à A plus tard, par exemple après la récolte. Donc un propriétaire accorde à l'autre un crédit limité dans le temps avec un bénéfice négocié pour le créancier. Cette pratique à été probablement consécutive à des problèmes aigus d'approvisionnement. En fonction des aléas du temps et de la récolte, les problèmes de surendettement fréquents ont été résolus régulièrement par l'instauration d'une année sabbatique annulant toutes ces dettes.

Dans la Grèce antique, les débiteurs déposaient d'énormes broches de la maison au temple à titre de garantie pour sécuriser le contrat du crédit. Au terme du contrat, ce gage symbolique était récupéré. Au cours du temps, une grande variété de garanties de crédit ont été inventées et pratiquées, notamment l'hypothèque, la lettre de change et le chèque.

Les premières pièces ont une origine totalement différente: Un souverain et grand chef de guerre doit néanmoins maintenir en temps de paix une armée permanente, et la nourrir. Pour cela, il frappe et distribue de la monnaie comme paie pour les soldats. Simultanément un impôt est prélevé à la population alentour, payable seulement dans cette même monnaie. Non seulement le souverain passe à la postérité et véhicule son image mais il crée ainsi un marché. Le seul moyen pour les contribuables de recevoir les monnaies nécessaires à l'impôt est de vendre leurs produits aux soldats. On comprend ainsi que le marché n'est pas naturel mais qu'il répond à une stratégie de domination axée sur la préservation du monopole de la violence. Sans ce marché, l'armée se dissoudrait et le

22

pouvoir du grand chef s'effondrerait. Aujourd'hui encore, aucun État ni puissance publique ne peut exister sans ce prétendu « marché libre », réglementé ou tout au moins protégé par l'État, parce qu'il est alimenté par ce marché.



Les sources confirment, à l'époque romaine par exemple, que la part de la monnaie dans l'économie était relativement faible, la plupart des transactions s'effectuant à l'aide de crédits et d'obligations. Dans le capitalisme moderne, ce n'est pas différent. Globalement seulement environ 3% de tout l'argent est un moyen de paiement émis par les banques centrales sous forme de monnaies ou de billets. Tout le reste n'est pas de l'argent en soi mais les promesses de futurs paiements sous forme de contrats de crédit avec des banques commerciales privées. Globalement, environ 97% de tout « l'argent » sont des dettes. Malgré cela, la production privée d'argent est criminalisée depuis longtemps, sauf pour les banques privées.

#### Création monétaire

Comment donc apparaissent les 97% de l'argent global qui n'est pas émis par les banques centrales ? On pense communément que les banques prêtent l'épargne ou les dépôts de leurs clients contre un taux d'intérêt; à tort. Bien que la plupart des politiciens et des économistes veuillent encore l'ignorer, La Banque d'Angleterre mais aussi les parlements anglais et islandais ont pris clairement position pour les nouvelles thèses qui contredisent les anciennes.

La majeure partie de l'argent est créée quand un contrat de crédit est signé et disparaît au moment où le montant a été entièrement remboursé. Pour bénéficier d'un crédit on doit apporter des garanties. L'argent créé n'est évidemment pas la même chose que la garantie du crédit. La garantie, p.ex. un bien immobilier, est capitalisée par le crédit et peut être utilisée ou exploitée simultanément. Tout le monde le sait, on peut hypothéquer et louer une propriété en même temps.

Le contrat de crédit crée l'argent à partir de rien. La banque va simplement créditer un montant par un acte d'inscription au compte de l'emprunteur - aujourd'hui quelques frappes sur un clavier. Cet argent est la duplication partielle, temporaire et effective de la valeur réelle de

la garantie, nommée « capitalisation ». La mise en dépôt de cette garantie par le débiteur est la promesse d'un paiement dans l'avenir, issue d'un bénéfice, d'un futur salaire, d'une productivité. Voilà la méritocratie.

Le hic de la méthode est que l'intérêt, sauf amortissement, payable par le débiteur n'est pas, lui, créé ex nihilo. En fait, il n'est pas créé du tout. Il doit être apporté et devient ainsi le moteur de la concurrence capitaliste, parce qu'il peut uniquement être gagné sur le marché concurrentiel des autres utilisateurs de l'argent, tous également emprunteurs. Or tous ces emprunteurs ne peuvent rembourser

leurs crédits entièrement, puisque la majorité de l'argent existant est déjà la dette de quelqu'un.

Le système des intérêts est ainsi le modèle de base de la spéculation capitaliste. De par sa nature systémique, il produira toujours plus de

perdants que de gagnants. Les décalages importants de lieu et de temps, la circulation de l'argent, permettent de nier cet état de fait qui s'accomplit ainsi dans le plus grand anonymat.

Le créancier doit lui aussi apporter une sécurité au contrat de crédit et la banque justifie donc son droit d'intérêt par l'abandon temporaire de la capitalisation de ses biens réels ou des titres de propriété qu'elle utilise pour sécuriser le crédit. Mais cette explication est rendue caduque aujourd'hui par l'usage universel du « système de réserves fractionnaires ». En effet, le montant de la garantie que la banque doit déposer à son tour dans notre système bancaire à la banque centrale est aujourd'hui de 1% en Europe. Une banque

commerciale privée peut donc octroyer un crédit de 100€ si elle dépose la réserve d' 1€ à la BCE.

#### La dictature financière

Le problème de ces pratiques n'est pas la création monétaire ex-nihilo; la banque centrale le fait aussi. Le problème évident est que globalement la quantité d'argent remboursable est supérieure à celle créée (de la somme de tous les intérêts). Comme nous l'avons expliqué plus haut, le débiteur qui va chercher sur le marché concurrentiel l'argent pour rembourser ses intérêts, l'ampute à la garantie d'un autre. Au bout du compte, une partie des biens qui ont servi comme garanties pour les crédits va changer de propriétaire en toute légitimité par le biais de la saisie. Cela s'apparente à un modèle d'expropriation intentionnel ou simplement à une arnaque classique...

Ceci explique au passage la tendance permanente à la monopolisation de l'économie capitaliste et du secteur financier, bien observable notamment dans la phase actuelle finale d'un cycle du système monétaire. C'est le processus de « redistribution des richesses vers le haut » auquel, par la participation des États dans leur rôle de gros débiteurs et payeurs d'intérêts, chaque citoyen est indirectement associé, même s'il n'est ni emprunteur, ni propriétaire. Par conséquence, le citoyen moyen est devenu un payeur d'intérêt net.

Cette pratique monétaire est qualifiée par la critique de « système de Ponzi ». Il produit la base d'une dépendance, notamment la nécessité économique de toujours trouver de nouveaux débiteurs et emprunteurs, puisque que les dettes et intérêts ne peuvent être réglés qu'à l'aide de l'argent créé par de nouveaux crédits, de nouvelles dettes. Ceci explique clairement l'augmentation de l'endettement et le refinancement de la dette des Etats.

Pourtant, on aime bien dire que tout le monde peut gagner à ce jeu. Mais tout le monde ne peut gagner en même temps. Lorsque les gagnants

sont identifiés, le système, comme tous les «systèmes de Ponzi», s'arrête parce que personne ne veut plus prendre le risque de jouer.

La « crise de la liquidité » actuelle est entre autre un phénomène relatif à cette dépendance aux nouveaux emprunts. Malgré l'effort des banques centrales pour stimuler les marchés avec une politique de taux d'intérêt zéro visant à mettre en circulation le volume de crédit manquant, la spirale économique descendante ne produit pas la croissance apparemment nécessaire au capitalisme. La fin de la croissance est un des symptômes de la fin du cycle monétaire lié

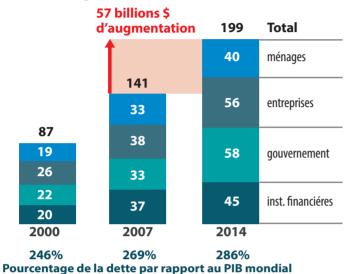


(Astérix, Le chaudron)

aux accumulations d'intérêts à recevoir. Les États essaient en vain de compenser ce manque d'investissement avec des projets aberrants et inutiles, tous basés sur des emprunts au nom des citoyens.

Historiquement, l'augmentation des créances et des intérêts a créé un système de domination d'une oligarchie d'élites financières, de propriétaires, de ploutocrates. Ceux-ci peuvent accumuler les profits de la spéculation et les transformer en biens réels parce qu'ils sont toujours capables, malgré la crise, de mettre de l'argent à disposition à travers la capitalisation de leurs biens. Finalement cette augmentation pénétrante de l'endettement et des créances amène à la dictature actuelle de l'argent mais aussi à l' effondrement du système monétaire, car l'accumulation des intérêts - l'endettement - dessine une courbe exponentielle.

#### Dette active globale, billions de dollars



Sources: Banque des Règlements Internationaux; Haver Analytics; Fonds monétaire international World Economiec Outlook; sources nationales: McKinsey Global Institue analysis

On peut observer les déformations du secteur réel de l'économie causées par ce système depuis quelques années, mais elles ont toujours existé. Simplement, les points d'impact se rapprochent de plus en plus. Ils se ne trouvent plus comme avant majoritairement noyés dans l'anonymat d'un « troisième monde ». Le décalage de lieux et de temps des incidents ne masque plus une réalité bien visible.

L'expansion monétaire forte en période de crise s'explique entre autre par l'exigence de paiement immédiat d'intérêts et d'amortissements avec de nouveaux prêts de plus en plus étalés, jusqu'au moment où les « promesses de paiement » nécessaires ne correspondent plus avec la réalité, ni dans le temps, ni dans le rapport avec l'économie réelle. Cet événement banal et prévisible s'appelle « crash », et est envisagé comme une réforme monétaire ou une défaillance de l'État. Pour la plupart des gens, cela représente une catastrophe car ils vont perdre toutes leurs réserves financières, alors que les élites de propriétaires ressortent indemnes ou bénéficiaires de telles situations.

Avec ces pleins pouvoirs, seules les élites de propriétaires après l'écroulement du système monétaire pourront générer à nouveau de l'argent de leurs biens tant que ce système ne sera pas abandonné. Ainsi, tout ce système peut être simplement appelé « modèle de crise », car le moment le plus lucratif, bien que le plus risqué, dans la concurrence capitaliste initiée par le système monétaire, est la crise. La crise est donc l'un des modèles commerciaux de prédilection du capitalisme. Mais pour cela, elle doit toujours être, bien sûr, la crise des autres. Le capitalisme est un principe d'exclusion: une réussite commerciale implique toujours la crise d'autres acteurs. Pourtant la crise, comme phénomène du système monétaire ou du capitalisme, ne figure pas dans les théories de l'économie classique, ni comme doctrine, ni comme principe de réalité.

Tant que l'argent peut être produit ainsi à la mode capitaliste par le secteur privé, le crédit reste une marchandise sur le marché comme n'importe quelle autre marchandise. Il perd de la valeur en cas de surabondance, il en gagne en temps de pénurie. Il se trouve ainsi exposé à toutes sortes d'attaques spéculatives, à la manipulation du marché et ne peut pas être fidèle à sa vocation sociale, garantir une prospérité pour tous. Pour cela, il faudrait une haute vitesse de circulation de l'argent et l'impossibilité de l'accumulation par des individus afin d'éviter les monopoles de propriété, sources d'inégalités sociales extrêmes.

#### Réforme monétaire

Si on commence à penser une économie sans intérêts et sans création d'argent privatisé par des banques commerciales, on s'aperçoit rapidement qu'une telle économie, non capitaliste, permettrait d'éviter les problèmes les plus courants et les crises de l'économie monétaire classique. L'économie sans intérêts est un rempart aux abus de pouvoir, à la main mise des élites, et offre ainsi la possibilité, à travers de nouvelles pratiques sociales, d'envisager une société plus démocratique. C'est de cette analyse du système monétaire existant qu'est partie une commission parlementaire du gouvernement islandais.

L'Islande a été le seul pays du monde à ne pas avoir sauvé les banques commerciales privées pendant la crise de 2008 et à avoir condamné les banquiers à des peines de prison. Les Islandais ont refusé de socialiser leurs dettes de spéculation et ont obligé le gouvernement à démissionner. Aujourd'hui, l'économie islandaise se trouve dans une bien meilleure posture que celle de la plupart des pays de l'UE. L'Islande a retiré sa demande d'adhésion à la zone euro.

L'argent peut devenir le médium d'une économie durable et de la division équitable du travail uniquement lorsque la création monétaire est placée sous le contrôle démocratique de la société. Dans le débat du parlement islandais l'exclusion des banques privées de la création monétaire joue donc un rôle important. Il semble que le « 100 % monnaie », émis par une banque centrale et garanti à 100% par la collectivité, promette plus de sécurité financière, de liberté et d'égalité en général que les 1% de réserve des banques privées. Ce vaste débat n'est pas encore terminé. Dans presque tous les pays d'Europe il existe des initiatives de ce genre. En Suisse le peuple va s'exprimer par référendum sur une reforme monétaire en faveur du « 100% monnaie ».

Il est quand même remarquable de constater que la plupart des gens supposent, à tort, que le « 100% monnaie » est le système monétaire qui est le leur...

#### **Helicopter money**

L'inverse d'une réforme monétaire s'appelle « helicopter money » initialement inventé - de manière purement théorique - par l'économiste Milton Friedman, penseur économique du néolibéralisme. Le but est de maintenir ou (re)animer le système monétaire le plus longtemps possible dans la crise par la distribution d'argent à tout le monde - même par hélicoptère si c'est nécessaire! Cette technique (sans l'hélicoptère) a été appliquée 2 fois aux Etats-Unis et une fois en Australie pendant les 15 dernières années

Mais pourquoi prolonger la vie d'un système pratiquement arrivé à sa fin ?... Pour que les riches aient le temps d'échanger leur volume important



d'argent virtuel (comptes bancaires, fonds spéculatifs, etc.) en bien réels avant que la monnaie ne soit morte ou ne perde sa valeur.

Aujourd'hui ce n'est pas seulement le Parlement Européen qui parle (sic!) de cette distribution - 3000 € pour chaque citoyen européen - mais aussi M. Draghi, président de la Banque Centrale Européenne. On voit donc que la situation est grave. Les journaux qui collaborent avec le système s'empressent de nous expliquer comment la manœuvre va booster l'économie malade. Mais ce boost sera un feu de paille, rien de plus. Assez vite tout cet argent distribué (500 millions x 3000 = beaucoup de pognon) et utilisé pour la consommation ou payer les dettes des consommateurs va se retrouver, devinez où ?... Eh oui, dans les paradis fiscaux, pas seulement le Panama ou les îles Caïmans mais surtout dans l'État américain du Delaware.

#### Les monnaies « alternatives »

Pour combattre et éviter le flux constant de l'argent vers les multinationales et les élites financières, les citoyens ont recours de plus en plus souvent à des monnaies « alternatives ». Ces monnaies localisées sur un territoire défini peuvent être adoptées par ceux, utilisateurs ou prestataires qui participent à l'initiative. « L'Eusko » au pays basque ou « La Tinda » en Béarn sont des exemples connus dans la proximité. Dans le sud des Landes existe actuellement une initiative en gestation, affaire à suivre

Les vertus d'une monnaie locale sont multiples, comme vecteur pédagogique pour une meilleure compréhension de l'argent notamment. La monnaie locale favorise également l'économie locale, les circuits courts et peut être un levier de relance d'initiatives et productions locales dans le contexte actuel favorable d'une prise de conscience.

Est-ce à dire comme certains le prétendent que c'est un moyen de se réapproprier la monnaie ? Rien n'est moins sûr. L'État Français prévoit que toutes les monnaies alternatives soient convertibles en Euro 1 pour 1. Un Eusko, une Tinda vaut un Euro. Pour imprimer 100 000 unités d'une monnaie locale en France, il faut un fond de garantie pour cette somme qui restera sur un compte mandataire afin que la nouvelle monnaie

puisse être convertible à tout moment, notamment par les prestataires. On peut considérer que les Euros ont été simplement changés, voire « vendus ». À cause de ces conditions légales, on appelle ces monnaies « complémentaires ». En soi, elle sont aussi des Euros, mais déguisés et limités à un usage territorial. Sur votre déclaration il n'y aura aucun différence que les chiffres soient en euros ou en « n'importe quoi d'autres ».

Une monnaie revêtant une importance politique, ayant des conséquences durables pour le système économique, les rapports sociaux, culturels et de domination – dans le contexte de l'Euro - devrait être appelée monnaie parallèle. Elle devrait être indépendante de l'Euro pour n'être pas dévaluée ou revalorisée avec lui. Elle devrait être soumise au contrôle démocratique de la société, des utilisateurs. Le rapport entre le contrôle de l'argent et la qualité d'une démocratie est manifeste. Or, historiquement, les monnaies parallèles ont toujours été criminalisées et interdites

Malheureusement, pour le moment, nous ne connaissons pas en France de parti politique influent qui se prononce officiellement en faveur d'un contrôle démocratique de l'argent par le peuple, qui veuille toucher au droit de création de l'argent par les banques commerciales privées.

Puissions-nous être contredits!

Sources

John Holloway: « Crack Capitalism», 2009;

**David Graeber**: « Dette: 5 000 ans d'histoire », 2011; **Heinsohn und Steiger**: « Eigentum, Zins und Geld », 1996;

**Polanyi**: « La Grande Transformation: Aux origines politiques et économiques de

notre temps », 1944; Richard A. Werner: « Can banks individually create money out of nothing? »,

International Review of Financial Analysis, 2014, http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1057521914001070

Frosti Sigurjonnson : « Monetary Reform - A Better Monetary System for Iceland »,

commissioned by the prime minister of Iceland, 2015,

https://www.forsaetisraduneyti.is/media/Skyrslur/monetary-reform.pdf Stan Jourdan : QE for people conference at the european parlement , 2016 ,

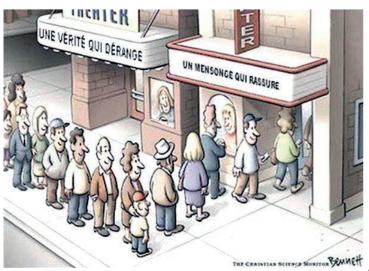
http://www.qe4people.eu/highlights\_conference\_european\_parliament\_qe\_for\_people

Mario Draghi answers question about helicopter money, 2015: https://www.youtube.com/watch?v=VobxieAiHB8

#### Dialogue territorial Golf de Tosse: l'histoire sans fin

La partie de monopoly landaise s'éternise au risque de lasser tout le monde, comme ces parties qui n'en finissent plus et qui n'amusent plus personne. Le dialogue territorial réinvente l'histoire sans fin. Initialement prévue en décembre 2015, puis repoussée en janvier 2016, la fin du dialogue fut reportée en mai, puis en juin... Le leitmotiv de Monsieur Kerrouche étant: s'il n'y a pas d'investisseurs à la fin du dialogue, le problème est réglé, pas besoin de référendum, le projet sera abandonné. Aujourd'hui le porteur, par un tour de passe-passe, transforme la fin du

dialogue en fin de la seconde phase du dialogue qui s'achève donc en juin, avant d'ouvrir sur une troisième jusqu'à l'automne... Ces prolongements à répétition témoignent-ils donc d'une vraie volonté de dialoguer sur l'opportunité de ce projet ou de l'absence d'investisseurs privés ? Le 13 juin à Tosse, le porteur a servi son mensonge qui rassure; or il semble que la vérité soit simplement qu'il n'existe pas d'investisseurs privés, pas plus que d'adhésion de la population. En fait, la partie est terminée depuis longtemps.



#### Le moment de vérité

La vérité est devenue un gros mot. Pire, ceux qui prétendent la dire sont soupçonnés des pires maux, ils sont suspects... Parce qu'il est de notoriété publique maintenant que la vérité n'existe pas, que chacun a sa vérité, qu'elle est relative, que la vérité d'hier n'est pas celle de demain, et patati et patata...

Or celui qui prétend accéder à la vérité ne parle pas forcément de métaphysique. Une solution très simple consiste à extraire tout ce qui participe au mensonge, à la manipulation, aux stratégies de communication, aux malentendus, au travestissement et à l'interpétation pour son intérêt d'un fait ou d'un état de fait. Alors du brouillard volontaire du mensonge apparaît peu à peu cette chose étrange et si peu commune: la vérité.

Rien d'extraordinaire dans le fond que cette vérité-là. Mais suffisamment rare et précieuse pour effrayer ceux qui tirent bénéfice du mensonge.

#### LA TECHNIQUE DE L'ENTONNOIR ou

#### DU GAYAGE DES OIES BLANCHES

**Commençons!** Très clairement on identifie deux solutions pour contraindre les personnes à agir. L'usage de la force dans un régime politique violent qui opprime constamment les citoyens pour réprimer toute révolte et l'utilisation de la manipulation du langage beaucoup plus efficace dans une propagande systématique pour mettre le peuple en léthargie. Cette dernière « méthode » est couronnée de succès lorsque les personnes viennent à s'imaginer que c'est de leur propre volonté qu'elles en sont arrivées à accepter cette façon d'agir (1\*). C'est évidement une violation de la dignité humaine puisque les citoyens ne sont plus considérés comme des êtres humains mais comme des objets manipulables; le procédé est tout aussi immoral puisqu'un déséquilibre prémédité intervient : on manipule consciemment des personnes qui ne le savent pas. A titre d'exemple une technique courante de manipulation fait l'objet de nombreuses descriptions dans les introductions des manuels de vente, plus connu sous le nom de technique de l'entonnoir (comme pour le gavage des oies) : le cône illustre le projet que l'on veut faire passer, le tube recouvre les moyens médiatiques et le contenu du cône sont les arguments. Le principe fondamental du procédé consiste à faire en sorte que ceux que l'on « gave » ne puissent pas renier ce qui a été absorbé; au début les arguments sont édulcorés, généraux, généreux, nécessaires, humanistes; les couches suivantes sont progressivement concrètes et consistantes, vers la fin la dernière épaisseur d'arguments porte sur le caractère devenu indispensable et inéluctable du projet. La vente est faite, prenons le bénéfice! Le procédé est évidemment adapté au projet (interventions et intervenants impeccables, réunions, site internet propret, ...).

Si la manipulation a pour finalité de changer la façon de percevoir la réalité au moyen de propos qui la peignent différemment de ce qu'elle est, son but est d'introduire des changements dans les perceptions de la réalité et bien pire, des changements dans les modes de comportements. Évidemment cette altération de l'humain est gravissime et les réponses parfois insoupçonnables de l'humain ne sont jamais anodines parce qu'elles peuvent relever de l'inconscient. C'est l'objet de ce qui suit.

Vérité, frustration, souffrance et violence. Les

citoyens de part leur état sont fondés à participer à la vie publique. S'il n'est pas élu, le citoyen peut participer dans une gamme d'engagements qui vont d'une passivité totale à une implication politiquement militante en passant par des engagements épisodiques ou permanents dans une structure associative. Ceci démontre la sensibilité pour le bien commun mais aussi, en contrepartie, la lourde responsabilité de la fidélité aux engagements. D'emblée vient la question cruciale: jusqu'où peut-on cautionner, par engagement, l'action de l'organisation réceptrice de ce tout constitué de l'individu, de ses attentes et de ses convictions? Cette question, qui sous-entend un engagement sincère et raisonné c'est-à-dire qu'il écarte les affidés — Dans ce sens, un présupposé humaniste prend en compte l'idée que l'individu est capable d'accéder et de saisir la vérité et qu'il est capable de demander que son esprit soit éclairé s'il n'arrive pas à la comprendre — n'obtient qu'un genre de réponse: L'organisation demande à être cautionnée. Et, par pure loyauté, même si la personne est en contradiction avec ce qu'on lui demande, elle cautionne. C'est très précisément cette situation qui est le nœud du problème, le siège d'un conflit interne profond: en cautionnant des idées qu'il ne partage pas, le citoyen ressent un profond malaise, se sent manipulé, entre en contradiction avec son idéal d'engagement, ne peut pas faire entendre sa voix, n'entend pas un discours de vérité, il vit un certain forçage de son esprit; trivialement, jusqu'ici, ses propres « valeurs »

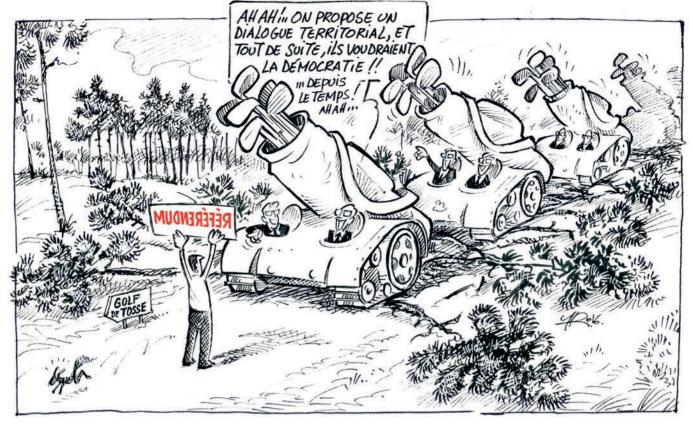
à l'origine de son engagement sont bafouées, en bref il « avale des

couleuvres »! Cet éloignement de la réalité objective installe dans son esprit un état de frustration plus ou moins sévère, il entre alors en souffrance (2\*). En écho à cette souffrance morale, la violence envahit l'individu. Violence verbale, violence physique, violence psychologique comme les événements contemporains le montrent si bien. Dans ce comportement social, c'est le violent qui désigne son ennemi; le pacifiste (qui par définition n'a pas d'ennemi) peut se retrouver, par la simple volonté d'un violent, être l'ennemi maintenant désigné! (3\*) Devant une telle sauvagerie (vous en conviendrez) il n'est pas rare que le bouc émissaire soit celui qui exprime la réalité objective, qui exprime des affirmations vraies, qui dit la vérité. Par exemple sur le projet de golf de Tosse, les opposants exposent objectivement que les emplois créés dans une période pérenne ne seraient que de guelques dizaines alors que le porteur du projet — probablement inspiré par la définition de l'emploi du BIT (4\*) que je vous laisse apprécier : « Les personnes employées au sens du BIT sont celles ayant travaillé pendant une durée quelconque, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine dite de référence » (5\*) - brandit des chiffres vertigineux de création d'emploi. Évidemment à un tel niveau de manipulation intellectuelle consistant à entretenir la confusion, dans l'esprit de ceux qui nourrissent des espoirs, entre emplois et personnes employées (en totale précarité), on comprend facilement que le tube de l'entonnoir véhicule l'idée que le golf de Tosse va créer beaucoup d'emplois et que les employées auront une vie exaltante probablement minée par la saisonnalité et la précarité. Et c'est ainsi que ceux qui dénoncent cette imposture font l'objet de vindictes.

D'ailleurs, ce projet de golf est un excellent exemple de ce que l'on peut mobiliser en termes de manipulations des individus, manipulations orchestrées tant par les élus politiques que les officines spécialisées. Les regards quant à la vérité ou à la manipulation ont été largement développés, expliqués avec une clarté remarquable par NouTous et ses épigones de circonstances (SEPANSO, Amis de la Terre, etc.) et on pourra utilement se référer à leurs sites respectifs pour lire (ou relire) les moyens mobilisés pour agir massivement sur l'esprit des citoyens afin de modifier leur perception objective du réel. Dans la même veine on peut s'interroger sur la connaissance qu'ont les élus de ce mécanisme d'action que mobilisent leurs prestataires de service. Un réel problème d'éthique se pose, un élu ayant une totale connaissance de cela cautionnerait-il le procédé ?

Vérité, peur et liberté. J'aimerais ici évoquer un aspect historique de l'ethnie Bamoun. Ce sont des pacifistes au cœur de l'Afrique qui avaient compris qu'effrayer les autres tribus était plus profitable que faire le coup de poing (ou de lance). Ainsi leur territoire était marqué de figures hideuses tout aussi effrayantes que mystérieuses en vue de terrifier le belliqueux qui retournait promptement sur ses pas. La peur a des pouvoirs indiscutables et affecte l'esprit. Déjà Léon Gambetta l'avait constaté et mis en évidence (6\*) en 1872 : «... les partis rétrogrades dominent et exploitent par la peur. Car la peur, messieurs, c'est la maladie chronique de la France : la peur en politique... Oui, c'est la peur qui est le mal de ce pays, et c'est de la peur qu'ils ont tiré leurs ressources ...[les réacteurs] ». Quelle clairvoyance ! Cette icône républicaine avait tout compris et s'exprime avec une profonde liberté de ton. Mais l'instruction des français et les médias de la France de 1872 ne sont pas ceux de la France de 2016. La peur en politique devrait maintenant être vaincue. Est-ce le cas ? Nous l'avons déjà vu, les citoyens sont fondés à s'impliquer légalement dans la vie de la cité; mais cette situation d'État donnée par la Constitution a souvent une origine méconnue et même souvent occultée. En effet elle est le résultat de deux causes: la participation politique égalitaire de tous les citoyens et la forme raisonnable sous





laquelle les controverses politiques sont résolues (7\*). Insistons bien, c'est très précisément à cause de ces idées de participation et de résolution des controverses qu'est née notre règle constitutionnelle. C'est cela et non l'inverse. Les principaux acteurs du fonctionnement constitutionnel sont comme nous le savons les partis dont les coûts de fonctionnement sont imputés sur les finances publiques. Les partis ont pour rôle de former la volonté politique commune et de la soumettre aux votes en vue d'espérer une majorité. Atteindre cet objectif de majorité laisse entrevoir des intérêts que les partis promettent de satisfaire. Naturellement, les intérêts sont à la mesure de la superficie des territoires : nationale, régionale, départementale et municipale (écartons le niveau européen pour éviter un vertige). Mais le plus étonnant est que l'on remarque que ces intérêts quelque soient les niveaux ne sont véritablement pas au service de l'ensemble mais de l'intérêt particulier. Ici encore on va tordre la vérité à tous les niveaux pour satisfaire les intérêts. Exemples:

- Le projet golf (de Tosse) est censé accueillir une grosse opération immobilière avec une mixité sociale. Est-il bien raisonnable d'argumenter qu'il faut un golf pour créer des logements sociaux?
- Les plaquettes touristiques du département vantent une côte sauvage alors que les associations se battent depuis 30 ans pour préserver l'environnement contre les projets des élus de tous bords.

Ce retournement de la vérité pour l'intérêt est un manque de considération pour l'humain, ceux qui l'organisent et le cautionnent sont cyniques. Notre propos n'est pas de contester que le pouvoir puisse s'exercer. Mais la réalité du pouvoir s'affiche comme un intégrisme politique rationaliste qui évolue maintenant en post-démocratie (8\*) et utilise tous les ressorts coercitifs si on n'adhère pas au projet de l'organisation : la distanciation des relations, la menace à peine voilée, la promesse qui s'éloigne, l'humiliation, et j'en passe, le cynisme n'a pas de limites. Que peut-on ressentir devant un portrait aussi moche? La peur bien évidemment. Notre belliqueux guerrier africain fuirait. Nous, nous subissons l'outrage sans pouvoir nous affranchir de cette imposture. La peur d'être écarté socialement, du lendemain ou tout simplement la peur de celui qui orchestre cette peur. Cette peur nous empêche de réfléchir à notre liberté et aux moyens à mobiliser pour se l'approprier, s'émanciper du politique, se séparer de l'état de contrainte qu'il nous impose. Aujourd'hui les politiques sont à bout de souffle, vidés intellectuellement, moralement branlants, il ne leur reste qu'une vision du pouvoir mal comprise, mais hélas tout ce pouvoir.

Le pire dans tout cela est que la peur a très souvent été utilisée dans l'histoire pour féodaliser les peuples par leur soi-disant bienfaiteurs. Le monde s'est fait avec ceux qui ont surmonté leurs peurs comme l'histoire récente nous le montre avec par exemple la disparition de l'empire soviétique ou le printemps arabe. C'est toujours la connaissance de la vérité qui nous guide vers la liberté et nous permet de surmonter nos peurs si nous le souhaitons.

**En fin.** Je voudrais livrer à votre discernement deux événements qui scelleront l'exposé qui précède.

Le premier est relatif à la catastrophe de La Faute/Mer et du récent jugement appelé devant la Cour de Poitiers qui a considéré : «... [que le maire] a toujours agi dans ce qu'il croyait être l'intérêt de sa commune, avec l'adhésion de ses administrés ».

Vous comprendrez bien que, s'il n'est pas cassé, ce jugement sera lourd de sens et de conséquences dans la vie de la cité; il renvoie une part de responsabilité à la population qui a laissé faire ce maire et au débat démocratique censé s'exprimer.

Le deuxième relève du témoignage de ma participation à la « réunion publique du dialogue territorial » sur le golf de Tosse du 29 mars 2016 à Soustons. Ce soir là, j'ai vu des élus s'exprimer sur le ton d'un paternalisme indécent, des personnes imposer l'humour, des personnes communiquer avec un enthousiasme économique sans nuance pour ceux qui les écoutaient (le train de vie des riches virevoltait sans empathie au dessus des RMIstes), des personnes qui prenaient le temps du public avec des considérations fumeuses et soporifiques, etc..

Mais j'ai vu aussi des amis muselés dans leur expression, humiliés, insultés, en état de souffrance ; j'ai vu une horde déchaînée qui avait trouvé le Bouc-émissaire.

Cela ne se passait pas à Paris, à Berlin ou à Tunis mais à Soustons en 2016.

- 1\* Brian Clowes, The facts of life, 2001 p. 304
- 2\* Par exemple Henri Laborit (Alain Resnais, Mon oncle d'Amérique)
- 3\* René Girard, Le Bouc émissaire.
- 4\* Bureau International du Travail à Genève
- 5\* www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/emploi-bit.htm
- 6\* Léon Gambetta, 1872 ; Recueil de textes historiques
- 7\* Jürgen Habermas
- 8\* Le terme de post-démocratie désigne un nouveau stade de la démocratie, celui de l'ère capitaliste globalisée.

#### Bandes de vieux et jeunes cons



#### De la démocratie à l'idiocratie

On est bien obligé de constater que la majeure partie des troupes de choc des militants associatifs, syndicaux et même politiques sont des bandes de vieux. Un autre monde avec que des vieux, un nouvel imaginaire de vieux, une transition pour les vieux? Où sont les jeunes? Ont-ils cessé de réfléchir? Au sens de l'imaginaire collectif que recouvre ce qualificatif, peut-on se poser la question ainsi : Les jeunes sont-ils des cons? Ma foi, oui. La question est même fondamentale.

Mais nous sommes, nous les vieux, obligés d'envisager dans la réponse une ébauche d'hypothèse et un soupçon de responsabilité puisque ces jeunes sont nos enfants et nos petits-enfants. Il est donc fort probable que ce résultat soit celui de leur éducation. Entendons par éducation ce qui constitue l'ensemble des expériences d'un enfant jusqu'à l'âge adulte. Ce que l'on pourrait nommer aussi ses racines. Il fut un temps où l'éducation, la culture enseignée venait se juxtaposer à une expérience vécue, à la proximité de sentiments, de lieux, de caractères, d'histoires particulières d'hommes et de femmes ayant entretenu un rapport au monde, aux hommes et à la nature différent.

L'expérience des jeunes de 20 ans a été essentiellement virtuelle, autant dire qu'elle n'est rien. L'image a pour beaucoup remplacé la réalité. Il ne reste de racines que l'éducation proposée par l'école et le cadre policé de la société du spectacle ou du spectacle d'une société aseptisée, désincarnée.

De fait, les racines de la plupart des jeunes d'aujourd'hui ne sont pas

multiples, faites d'expériences et de contradiction, de sentiments. Leurs racines ne sont plus ni des lieux, ni des personnes, ni des souvenirs, ni des expériences, elle ne sont pas tissées de rapports sociaux et humains multiples, elles sont la société, unique.

Or il est facile, du moins possible de se révolter contre l'injustice, contre un ennemi extérieur, contre un ordre, contre une idée, de vouloir changer le monde. Mais se révolter contre soi-même, devoir se changer soi-même, devoir renier ses racines, tout réinventer, sur le seul témoignage de quelques vieux autour de soi, voilà qui est plus compliqué.

Il reste que pour le pouvoir en place, tous ces jeunes qui acceptent la société comme elle est en essayant d'en tirer pour eux-même le meilleur parti sans se soucier du voisin, qui respectent l'ordre tel qu'on leur a légué sont le terreau idéal pour le simulacre de démocratie que l'on joue devant leurs écrans, et pour laquelle on ne requiert rien d'autre qu'un petit vote de temps en temps, et encore...

Malheureusement, on sous-estime toujours la pression médiatique et sociale, le lavage de cerveau exercé depuis l'enfance sur ces enfants et dont l'école est le vecteur essentiel. Finalement, si les jeunes sont des cons, cela ne pose de problème qu'à quelques vieux...



La bureaucratie se charge du reste.



28

## Oui saragille dai s

Beaucoup ne savent peut-être pas que les services du renseignement - ce qu'on appelait autrefois les Renseignements Généraux - suivent au jour le jour les faits et gestes des militants associatifs. Pas une réunion publique, une venue de ministre qui ne vaille aux porte-paroles ou présidents de collectifs et associations un coup de fil. Au demeurant, les personnes du renseignement font leur travail dans la plus parfaite courtoisie et entretiennent avec nous des relations tout à fait cordiales. Il n'est pas rare qu'ils nous confient même leurs impressions quand elles vont dans notre sens, même si nous comprenons ce qu'il y a de tactique dans cette attitude. Ce sont des hommes et des femmes normaux et ils ont des avis et du bon sens. Leur métier ? Le maintien de l'ordre.

Il est cependant amusant de constater que parmi les militants associatifs landais de notre connaissance, pas un n'a le moindre casier judiciaire. L'habitude des pouvoirs en place, élus, grands patrons, responsables qui rencontrent quelques contestations dans leurs projets est pourtant de les diaboliser, comme s'il y avait d'un côté les bons, les honnêtes, les décideurs, les doux, les démocrates; de l'autre les méchants, les louches, les contestataires, les violents, les dangereux.

C'est même la plupart du temps la seule stratégie des décideurs: diaboliser et décrédibiliser les opposants par la caricature, en évitant ainsi de se confronter à ce qu'ils sont et à ce qu'ils disent.

Or les services du renseignement landais doivent se rendre à l'évidence. Dans tout le tralala fait autour du projet « golf de Tosse » la seule personne à avoir été condamnée et déchue de ses droits civiques est le porteur du projet lui-même, notre Président du Conseil Départemental qui outre ses fonctions de député et conseiller départemental, préside pas moins de 25 commissions, syndicats et agences en tout genre. A voir la manière dont est conduite la concertation et les moyens de pression qui sont utilisés à tous les niveaux pour imposer son projet, on est en droit de se demander si ses vieux démons de trafic d'influence sont bien tous oubliés. A-t-on le droit de se le demander? Et pourquoi personne ne peut et ne veut en parler ? Et qu'est-ce qui sépare lorsqu'on est au pouvoir depuis 40 ans et qu'on influence de fait toutes les décisions et prises de parole des uns et les autres dans le département, ce qui est légal, normal, éthique de ce qui ne l'est pas. On nous dit souvent: c'est courageux ce que vous faites mais méfiez-vous, « Ces gens sont dangereux ». Dangereux pour qui ? Dangereux comment?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, tombent les statistiques pour le mois de mai: 17040 visites sur le site www.nouTous.fr dont 592 du Conseil Départemental; nos plus fidèles lecteurs donc !...

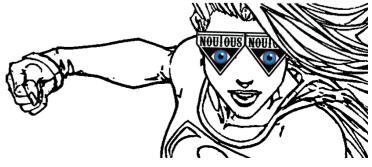
Les manifestations organisées par les associations environnementales engagées contre le projet se sont toutes passées dans un climat de dialogue et la parole de tous a été respectée. Lors de la réunion du « dialogue territorial » de Soustons organisée par le Conseil Départemental, les représentants des associations reconnues d'utilité publique par l'État, Sepanso et Amis de la Terre, ont été insultés, menacés physiquement par des proches du porteur de projet, des militants socialistes et le président du comité départemental de golf lui-même, le véhément Marcel Cabannes. Leur parole a été empêchée et censurée.

Et pourtant, 5 voitures de gendarmerie ont été mobilisées lors du grand patac ; toute cette troupe ayant dû attendre sagement la fin des opérations camouflée dans les autos ou à l'abri des avant-toits, tant son inutilité était patente et l'incongruité de cette présence, évidente. Il est dommage que personne n'ait pensé à déléguer quelques-unes de ces forces de l'ordre pour garantir la sécurité des intervenants lors du dialogue territorial.

Pour protéger vraiment la population de notre département, nous suggérons aux services de l'état de surveiller les anciens délinquants qui sont encore aux affaires au lieu de harceler des personnes sur des suspicions gratuites qui ne sont avérées par aucun fait.

Qui surveille qui ? Loin de nous l'idée de remettre en question l'histoire et de lancer un débat rétrospectif sur les vertus ou les dérives d'une République, d'un État qui ont permis et parfois imposé un cadre stable pour l'émancipation des populations. Mais l'évidence est de constater que ce sont aujourd'hui les citoyens qui, organisés en comités de vigilance, en collectifs, en associations, en réseaux, sont les garants d'une éthique publique, sociale et économique contre les abus et les excès insupportables d'un monde vendu au libéralisme dont nos dirigeants publics ou privés sont les otages plus ou moins consentants.

La pyramide du logo nouTous est inversée, l'avez-vous remarqué ? Et son œil bien ouvert.



## Nuit debout Mont de Marsan

C'est l'anthropologue qui l'a dit. Aujourd'hui, les manifestants, par mimétisme, font du lieu symbolique des idées une zone à défendre. Ils tiennent la place, occupent le pavé, tactique de résistance. Autrefois, du temps de la révolte des résiniers et des métayers, ils s'organisaient en armée avec des généraux, des capitaines, sardines au veston, et défilaient à travers les villages des Landes. O tempora, o mores.

En fait, tout le monde s'en fout de l'anthropologue. Chacun a déjà intégré son groupe de discussion, sa commission. Convergence des luttes, har petar!

Bien sûr, c'est facile de chercher des poux dans la tête du teigneux, de voir le mal partout: cette poignée d'agités et de rêveurs vont pas changer la face du monde demain matin. Mais tout ce qui est gagné est gagné. Se rencontrer, se parler, sur une place publique et républicaine, librement, sans hiérarchie, sans autre horizon que l'horizontalité, sous le ciel étoilé deu Mon, mon praube, c'est le début de la joie, d'une autre joie, de notre joie.

On se l'était promis, presque les yeux dans les yeux, on s'était dit à jeudi prochain. On s'était murmuré, peut-être même en secret on avait tous pensé. Si on était juste dix de plus jeudi prochain.

#### Et non.

Tout d'un coup, pour un rien, la joie bascule, pour quelques amis de moins. A quoi ça tient. Des amis, tu parles. Des gens qu'on a vu juste une fois mais qui nous manquent plus que tout parce qu'ils sont nos semblables, qu'ils nous ressemblent, parce qu'on partage en secret la même fêlure, le même trouble, la même colère, le même désir. Parce que quelques instants on a cultivé nos ressemblances. Où sont-ils, reviendront-ils?

Alors on se retrouve un peu plus entre militants, on se retrouve un peu plus dans nos habitudes, notre parlote. La magie se perd. Les mots deviennent trop grand, trop sérieux. On vote, on parle de démocratie, de 6ème république à quatre péquins sur les marches d'un théâtre. On s'organise mais au fond de nous quelque chose fuit, on perd du fluide, on s'éteint. On revote en levant le pouce, en secouant les mains, en tortillant du cul. Y'a-t-il quelqu'un qui s'oppose catégoriquement à ce que… évidemment qu'il y a quelqu'un qui s'oppose. Il y a toujours quelqu'un qui s'oppose et heureusement au fond.

Putain si on pouvait arrêter de voter; putain qu'est-ce que j'ai horreur de voter. Y'a même plus un fou pour chanter une chanson. Y'a-t-il quelqu'un qui s'oppose à ce que je chante une... mais vas-y! chante-la ta chanson. La 6ème république attendra. Et la commission Bozo le clown, où elle est? Et les tagueurs, et la commission plus on est de fous, et les musiciens, les poètes, les conteurs, les cracheurs de feu. Et la commission on y va tous, on réfléchira après?

On a tant de chose à se dire, on devrait pas avoir de temps pour voter. On

devrait faire passer la semaine d'un trait pour enfin se parler dans les yeux, pour tout se dire.

Une seule ambition immédiate, être tous là, un de plus jusqu'à être assez nombreux. Et alors... Y'aura-t-il quelqu'un qui s'oppose à ce qu'on soit les plus nombreux, à ce qu'on soit les plus heureux ?



MONT DE MARSA

C'est tous les jeudis, place du théâtre... MUNI DE MAI https://www.facebook.com/Nuit-Debout-Mont-de-Marsan-159779685387





LES EVENEMENTS
ET MANIFESTATIONS
DES GROUPES ACTIFS LANDAIS
V/V/V/.K. ÉBA. M. F.R.

Pour vivre ensemble différemment. Changer les modèles, les méthodes d'agir et les manières d'être ensemble et au monde. Construire l'avenir autrement, ici et maintenant.

Tu sais que rien n'est impossible, tu sais qu'il y a fatalement un autre monde pour demain, tu veux créer des brèches dans le capitalisme, tu veux réanimer le vivre ensemble, tu sais qu'il existe beauper à un autre imaginaire collectif, tu NOULOUS sais que la vérité exige d'abord l'arrêt des mensonges, tu sens en toi cette joie de participer à l'aventure humaine de demain, tu comprends que l'ancien monde vit ses derniers instants, tu sais qu'il faudra s'attendre à des crispations, à des radicalisations du pouvoir, tu constates que cela est déjà à l'œuvre, tu comprends qu'il n'y a pas d'autre alternative que les alternatives, tu sais que cette sensation est partagée par le plus grand nombre, tu veux laisser un avenir à tes enfants, tu veux faire cesser la destruction de la nature, tu veux libérer la voix des peuples, tu veux rompre avec les dictatures des oligarchies, tu veux réinventer la démocratie, tu vois toutes les initiatives, les assos, les individus, les citoyens qui sont déjà en chemin, tu prends la route, tu n'a pas peur d'un autre avenir, tu n'as pas peur d'affirmer ce que tu penses, tu constates qu'il est temps, tu ne cèdes pas au fatalisme, tu refuses l'aliénation par la télévision et la communication, tu comprends la nécessité de bâtir ensemble des liens, une force, une nouvelle solidarité, tu ouvres l'œil, tu es vigilant, actif, tu préfères qu'on te vouvoie,

Si tu/vous réunis/sez au moins un de ces symptômes, soutenez nouTous, rejoins nouTous

Je fais un don
Je m'abonne à la newsletter
Je distribue Landemains
Je parle de nouTous
Je suis disponible pour les actions
Je participe aux réunions publiques

www.nouTous.fr contact@nouTous.fr

elthra

#### **Édition et Rédaction**

Association nouTous, 10 avenue de l'Océan, 40660 Messanges

Mail: contact@nouTous.fr - Tel: 06 99 51 79 07

Dessins: Yann Renauld

Impression: iGrafy, 228, rue des Artisans, 40230 Josse - 487918740 Landemains est téléchargeable sur www.noutous.fr - ISSN: 2492-5837

#### **Contributions:**

Bernard Traimond, Professeur émérite d'anthropologie à l'Université Victor Segalen Bordeaux 2 Philippe Dubourg, Maire de Carcares Sainte Croix, Président des maires ruraux landais, auteur de « La réforme territoriale », éd. Gascogne

Frédéric Viale, Docteur en Droit international, membre d'Attac, auteur du « Manifeste contre les traités transatlantiques », éd. Erick Bonnier.

Didier Tousis auteur de « letras au nin/lettres à l'enfant », éd. du bois pour passer l'hiver. Julien Milanesi économiste, maître de conférence à l'université de Toulouse

Natacha Sansoz, Artiste, « Greetings from Mont de Marsan », « Prêt à l'emploi »

#### Inspirations et citations :

Roland Legros, membre des Amis de la Terre, « Super et hyper marché, la loi du plus fort » Gérard Charollois, Convention Vie et Nature - Astérix, Le chaudron (Extraits pages: 6 et 12)

La reproduction de tout ou partie de ces articles est fortement conseillée. Ne jetez pas « Landemains » sur la voie publique, passez-le à votre voisin. 31





